

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 27 Juin 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°155 ■

AIDKOUM MOUBARAK

A l'occasion de la fête sacrée de « Aïd El Adha », toute l'équipe du quotidien national économique « Les Enjeux Eco », à sa tête le directeur de publication Zahir Radji et le Gérant Belmihoub Abdelaziz, vous souhaite à toutes et à tous une joyeuse fête marquée par la paix, le bonheur, la santé et la prospérité.
«Saha Aidkoum»

OIGNON, AIL, POMME DE TERRE ...

L'Algérie se lance dans l'exportation

Une réflexion est engagée par le gouvernement pour l'élargissement de la liste des produits agricoles destinés à l'exportation. Une décision a été prise, dimanche dernier, par les ministres de l'Agriculture et du Commerce pour l'exportation des excédents de production enregistrés par certaines filières, à l'instar de la pomme de terre, oignon et ail. **P 3**



INSTITUT ALGÉRIEN
DU PÉTROLE

Signature d'un protocole d'entente avec l'OPAEP

L'Institut Algérien du Pétrole (IAP), filiale du groupe Sonatrach a signé, ce lundi, un accord de partenariat avec l'OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole), indique la compagnie nationale dans un communiqué. **P 4**

CADRE DE VIE DES ALGÉRIENS

Le bonheur n'est pas que dans le pré

En ces derniers jours de préparatifs de l'Aïd El Adha, les ménages terminent leurs courses pour accueillir dignement cette fête. Les marchés sont bondés et les achats se font pratiquement au coude-à-coude. Pourtant, en dépit de quelques couacs économiques dus à la hausse de certains prix de produits très demandés en cette période, l'Algérien affiche une certaine sérénité, qui déconcentre plus d'un. **P 5**

PERMANENCES DURANT
LES JOURS DE L'AÏD

Les marchés de gros et de proximité concernés

Au total 52.325 commerçants et nombre d'unités de fabrication des produits alimentaires de large consommation, seront mobilisés à travers l'ensemble du territoire national pour assurer la permanence de l'Aïd El Adha 2023. **P 3**

Géant
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جيون

HUILERIE MAHROUSSA

Elaborer un programme de développement de l'entreprise

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a ordonné, dimanche à Alger, l'élaboration d'un programme de réhabilitation et de développement de l'entreprise publique de production d'huiles alimentaires "Mahroussa", tout en appelant les travailleurs à se mobiliser pour augmenter la production, indique un communiqué du ministère.

Ces instructions ont été assignées lors d'une visite d'inspection "inopinée" au niveau de cette entreprise afin de s'enquérir "des états de stocks en produits finis et des matières premières pour garantir une disponibilité continue de l'huile de table végétale et répondre au besoin du marché national", explique la même source.

La visite de M. Aoun intervient "dans le cadre de la veille sur la disponibilité continue et l'approvisionnement constant du marché national en produits de première nécessité et de large consommation", souligne le document.

Accompagné du P-dg du complexe des industries agro-alimentaires (Agrodiv) et du directeur de l'usine "Mahroussa", le ministre a également inspecté "les différents ateliers et unités de production de l'entreprise, notamment ceux qui nécessitent des opérations de maintenance et de réhabilitation". A cet effet, "il a donné instruction pour l'élaboration d'un programme de réhabilitation et de développement à soumettre aux services compétents du ministère, en vue de la finalisation des travaux de réhabilitation des ateliers et de l'allée centrale avant le fin du mois de Juillet", a fait savoir le ministère.

La visite a également permis à M. Aoun d'échanger avec les travailleurs et de s'enquérir de leurs préoccupations.

A cette occasion, "il a donné des instructions pour la prise en charge rapide de l'ensemble de leurs revendications socio-professionnelles", souligne le communiqué, ajoutant qu'il a également "appelé l'ensemble des travailleurs à se mobiliser et redoubler d'effort pour assurer le développement de l'entreprise et augmenter de ses capacités de production".

CONCOURS "ENGINEERING AND INNOVATION CHALLENGE"

L'université de Béchar remporte le 1^{er} prix

Le premier prix du concours "engineering and innovation challenge", initié par l'accélérateur public des startups, "Algeria Venture" a été remporté, à Alger, par l'université Tahri-Mohamed de la wilaya de Béchar.

Par R.E.

La cérémonie de remise du prix s'est déroulée au stand d'Algeria Venture, à la Foire internationale d'Alger (FIA 2023), en présence des ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, ainsi que le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid.

Le deuxième prix de ce concours, marqué par la participation de 12 universités nationales et 74 étudiants concurrents, a été remis à l'université de Constantine alors que le troisième pris a été décroché par l'université d'Alger.

Des chèques de 500.000 dinars, de 300.000 et de 200.000 dinars ont été remis, respectivement au premier, deuxième et troisième lauréat de ce concours, organisé pour marquer la deuxième participation d'"Algeria Venture" à la FIA.

L'équipe de l'université de Béchar, composée d'étudiants des facultés des sciences exactes et de technologie, a proposé son innovation d'un robot intelligent en mesure de diagnostiquer des pathologies qui affectent certaines cultures,

tant que l'équipe de l'université de Constantine (Frères Mentouri et Abdelhamid Mehri), composée d'étudiants des facultés de l'informatique et l'électromécanique, est parvenue à créer un robot de gestion des stocks.

L'équipe de l'université d'Alger, composée d'étudiants de l'Ecole nationale polytechnique d'El Harrach et de l'université Alger 1, des facultés de l'informatique et la mécanique, ont créé un drone automatisé fonctionnant avec l'intelligence artificielle.

Les trois projets présentés se caractérisent, de l'avis des professionnels, ingénieurs et universitaires composant le jury par leur "faisabilité technique et industrielle".

Dans une déclaration de presse, en marge de cette cérémonie, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid a félicité les lauréats et concurrents, assurant que ce "concours a permis de découvrir des talents dans divers domaines parmi les étudiants des universités nationales".

Il a dans ce sens souligné que "les innovations présentées sont des projets à travers lesquels des startups peuvent être créées".

De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a assuré que ces concours ont le mérite "d'inculquer une culture d'innovation et compétitivité parmi les étudiants.

Il a dans la foulée ajouté que les lauréats, ainsi que "les concurrents ont une grande chance pour créer leur propre startup et contribuer à la création des richesses et d'une valeur ajoutée dans la relation université-économie".

Organisé en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et soutenu par des entreprises publiques et privées activant dans divers secteurs, le concours "engineering and innovation challenge", vise à "stimuler la créativité et l'ingéniosité des étudiants universitaires", souligne Algeria-Venture.

Il offre également "une plateforme pour développer des innovations basées sur l'intelligence artificielle dans les domaines des drones, des voitures autonomes et des bras robotisés", ajoute-t-on.

économique".

NOUVELLE BANQUE DE DÉVELOPPEMENT

La demande d'adhésion de l'Algérie examinée

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, s'est entretenu avec la Présidente de la Nouvelle banque de développement (NBD), Dilma Roussef, en marge de sa participation, en qualité de représentant du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux travaux du Sommet pour un nouveau Pacte Financier Mondial, tenus à Paris (France) les 22 et 23 juin courant, indique un communiqué du ministère.

Au cours de cette rencontre, les deux parties ont échangé sur "les

travaux du Sommet de Paris pour une nouvelle architecture financière mondiale et sur le rôle attendu des institutions financières multilatérales pour le financement du développement dans son sens le plus large, à la lumière des défis multidimensionnels auxquels sont confrontés notamment, les pays en développement", explique la même source.

L'occasion a été mise à profit pour "discuter de la demande d'adhésion de l'Algérie à la NBD, une adhésion qui a été accueillie favo-

ablement par la Présidente de cette institution et par les membres de son Conseil des Gouverneurs", ajoute le document.

Il était question également "d'échanger sur les modalités pratiques liées au processus d'adhésion", a fait savoir le ministère.

"Il convient de signaler, à cet égard, que notre pays a exprimé récemment formellement son intérêt pour devenir membre de cette institution financière multilatérale", a-t-on souligné.

Le ministère a, par ailleurs, rap-

porté que la NBD a été créée en 2015 par le Groupe des BRICS, en l'occurrence le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud avec un capital initial de 100 milliards USD.

Basée à Shanghai (Chine), la NBD vise "à contribuer à la croissance et le développement mondial en contribuant, ainsi, à répondre aux besoins et aspirations des pays en développement", explique le communiqué.

R.E.

ALLIANCE ASSURANCES

Signature d'une convention d'assurances avec Fiat Algérie

Lors d'une cérémonie de signature organisée ce dimanche 25 juin 2023 au Palais des Expositions d'Alger (SAFEX), l'assureur privé Alliance Assurances a eu le plaisir de signer une convention d'assurance avec le constructeur automobile Fiat Algérie, filiale du groupe Stellantis El-Djazair.

Cette signature s'inscrit dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant qui survient suite à un processus de sélection très rigoureux et où Alliance Assurances a eu l'honneur de devenir un partenaire assureur de FIAT Algérie.

En vertu de ce partenariat gagnant-gagnant, Alliance Assurances s'engage à garantir une couverture d'assurance optimale aux véhicules de la marque italienne qui seront importés et produits en Algérie.

Les couvertures d'assurances octroyées aux acquéreurs de ces véhicules seront en tous risques avec une tarification préférentielle

répondant aux conditions du protocole d'accord multilatéral signé et approuvé par la commission de supervision des assurances.

D'autre part, Alliance Assurances sera présente à travers des points de vente au niveau des showrooms à fort potentiel de Fiat Algérie répartis sur le territoire national, et conformément à sa politique de digitalisation, l'assureur marquera également sa présence à travers des bornes digitales opérationnelles 24h/7j. Ces dernières permettent de souscrire une assurance en ligne avec un paiement électronique totalement sécurisé.

Parmi les points forts de ce partenariat, la mise en place du service tiers payant « Pack Sereno » qui a pour objectif de prendre en charge la réparation des véhicules FIAT ayant subi des dommages, sans que l'assuré n'ait à se soucier des démarches administratives.

En effet en cas de sinistre, les propriétaires des véhicules FIAT ayant souscrit au Pack Sereno n'auront qu'à acheminer leurs véhicules au niveau des ateliers FIAT Algérie, les réparations s'effectueront sans qu'aucun frais ne soit engagé par le client, puisque le Pack Sereno garantit le remboursement direct des dépenses engagées pour la réparation au profit de FIAT Algérie.

Afin de mieux servir sa clientèle et répondre à toutes ses questions, Alliance Assurances met à la disposition des clients un centre d'appel opérationnel 24h/7j joignable au 33 15.

Alliance Assurances se réjouit de cette collaboration et remercie son nouveau partenaire StellantisEl-Djazair de sa confiance ; une collaboration qui sera fructueuse et profitable aux deux parties grâce à la conjugaison de leurs efforts et leur complémentarité.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

OIGNON, AIL, POMME DE TERRE ...

L'Algérie se lance dans l'exportation

Une réflexion est engagée par le gouvernement pour l'élargissement de la liste des produits agricoles destinés à l'exportation. Une décision a été prise, dimanche dernier, par les ministres de l'Agriculture et du Commerce pour l'exportation des excédents de production enregistrés par certaines filières, à l'instar de la pomme de terre, oignon et ail.

Par Zahir R

« **A**ucun produit n'est manquant sur le marché national. Au contraire, nous avons des excédents en pomme de terre, oignons, ails et dattes, dont nous allons placer sur des marchés à l'international », a affirmé le Directeur général de la régulation et de l'organisation des marchés au ministère du Commerce, Sami Kolli.

Les agriculteurs et les opérateurs activant dans l'emballage sont appelés à consentir des efforts en matière de présentation des produits excédentaires pour les exporter, « ce que va nous rapporter des devises en plus pour le Trésor public », indique-t-il dans une déclaration à la radio nationale. À travers cette mesure, le gouvernement veut préserver les acquis des agriculteurs et éviter les scénarios de surproduction et de l'effondrement des prix. Par le passé, des filières avaient subi des préjudices suite à leurs performances ! Des produits ont été vendus à perte. Ceci a été comme étant un élément décourageant pour les producteurs ayant décidé tous simplement d'abandonner.

Donc, cette décision d'élargissement de la liste des produits agricoles destinés à l'export ne pourrait qu'être bénéfique pour les agriculteurs et surtout pour le Trésor public, dont des devises en plus seront engrangées.

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations a déclaré que « des discussions ont eu lieu entre les deux ministères, notamment au sujet de l'exportation de l'oignon, de l'ail, de la pomme de terre, et de la tomate condition-



née, outre l'aliment de bétail qui enregistre un surplus de production ».

S'agissant des dattes, le même responsable a annoncé qu'une décision importante a été prise pour multiplier les dispositions tarifaires pour une meilleure valorisation de ce produit.

En effet, il est prévu l'introduction d'une position tarifaire spécifique pour "Deglet Nour", afin de valoriser ce produit algérien très prisé sur les marchés internationaux.

Le Directeur général de la régulation et de l'organisation des marchés au ministère du Commerce, Sami Kolli, a indiqué « qu'il faut qu'on pense à une position tarifaire spécifique à +Deglet Nour+, pour essayer de mieux valoriser notre produit, c'est un travail entamé par les ministres du Commerce et de l'Agriculture, et il sera pris en charge par la Direction Générale des Douanes DGD ».

D'autre part, le même responsable a avancé que la nouvelle loi sur la concurrence était

sur la table du gouvernement. Cette loi permettra notamment aux pouvoirs publics, dit-il, « d'intervenir sur les marges bénéficiaires et les prix en cas de catastrophes naturelles, de sécheresses et de tensions internationales ».

Il a également évoqué la promulgation prochaine d'un décret pour encadrer les arrêts techniques annuels des unités de production, en particulier les moulins et les laiteries, afin de s'assurer que la production de produits de large consommation ne soit pas affectée, notamment pendant les périodes de pointe de consommation.

Concernant la grande distribution, un moyen efficace et moderne pour la régulation des marchés, le responsable indique que beaucoup de nationaux vont investir dans ce créneau, dont des facilitations énormes sont accordées. Toutes les grandes villes seront dotées de ces espaces de grande distribution. Même la Safex prévoit dans son plan de développement la réalisation d'un centre commercial (un Mall).

ALGÉRIE-RUSSIE

Volonté commune de renforcer la coopération dans le domaine spatial

L'Algérie et la Russie ont exprimé leur volonté de renforcer leur coopération dans le domaine spatial lors d'une rencontre, lundi à Alger, entre le directeur général de l'Agence spatiale algérienne (ASAL), Azzedine Oussedik, et son homologue de l'Agence spatiale russe (ROSCOSMOS), Yuri Borisov.

La rencontre qui s'est tenue au Centre d'exploitation des systèmes de télécommunications spatiales, a été l'occasion pour les deux parties de présenter leurs programmes spatiaux respectifs et d'échanger leurs points de vue sur les modalités et les axes de la coopération bilatérale. A l'issue de cette rencontre, un buste à l'effigie du cosmonaute russe,

Youri Gagarine, offert par la Russie, a été inauguré par les deux responsables, en présence notamment de l'ambassadeur de Russie en Algérie, Valerian Shuvaev, et d'un représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

Dans une déclaration à la presse, M. Oussedik a indiqué que "l'évènement que nous célébrons aujourd'hui reflète notre volonté de renforcer notre coopération dans les domaines des technologies spatiales, conformément aux aspirations de nos deux pays, notamment après la signature de l'accord gouvernemental de coopération algéro-russe dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pa-

cifiques, à l'occasion de la récente visite d'Etat effectuée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Russie".

Après avoir relevé le caractère "hautement symbolique" d'honorer la mémoire du cosmonaute Youri Gagarine à l'occasion du 60e anniversaire du premier vol de l'homme dans l'espace, M. Oussedik a ajouté que cette commémoration "symbolise l'ambition d'une coopération spatiale fructueuse et durable avec un pays ami, qui est la Fédération de Russie".

De son côté, M. Borisov a indiqué avoir eu avec son homologue algérien des discussions "très riches" qui s'inscrivent, a-t-il dit, "en continuité de la récente visite d'Etat du Prési-

dent Tebboune à Moscou".

Il a estimé, en outre, que le programme spatial algérien à l'horizon 2040, présenté aujourd'hui, "nous permet d'ouvrir une nouvelle page d'une coopération pratique entre la Russie et l'Algérie dans le domaine de l'espace".

Pour rappel, l'Algérie et la Russie avaient signé, lors de la visite d'Etat du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune en Russie mi-juin, un accord-cadre visant à définir les termes fondamentaux des relations bilatérales dans le domaine des activités spatiales.

R. E.

MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

Plus de 900 projets d'investissement relancés

Le médiateur de la République, M. Madjid Ammour, a annoncé la tenue dès le mois de juillet prochain d'une rencontre de coordination avec les représentants de différents secteurs ministériels pour débattre et évaluer le bilan des activités. Dans un entretien accordé ce lundi à l'APS, M. Ammour a souligné que cette rencontre qui sera organisée d'une manière périodique, vise en plus de l'évaluation du bilan des activités à renforcer la coordination entre différents secteurs pour garantir un meilleur service public.

« Les engagements du Président de la Répu-

blique, M. Abdelmadjid Tebboune, se sont transformés d'un engagement politique à une réalité vécue par les citoyens, et ce, à travers la concrétisation effective des programmes de développement décidés par le Chef de l'Etat » a déclaré le Médiateur de la République, qui citera notamment les programmes qui visent l'éradication des écarts de développement dans les régions et la mise en place d'une politique pour la relance économique.

Concernant le déblocage des projets économiques et des investissements, M. Ammour a souligné que pas moins de 900 projets ont été

relancés créant ainsi plus de 52.000 postes d'emplois, grâce aux orientations du Président Tebboune.

« 94% des requêtes formulées à nos soins ont été solutionnées et transférées aux administrations de chaque secteur. Nous avons également reçu 20.094 réponses des administrations centrales et locales, soit plus de 65% de requêtes solutionnées » a-t-il encore expliqué.

R. E.

DÉVELOPPEMENT DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)

Installation d'un Conseil scientifique

Le Conseil scientifique de l'intelligence artificielle, un organe consultatif à caractère scientifique devant proposer les éléments de la stratégie intersectorielle pour le développement de l'intelligence artificielle (IA) et comprenant dans sa composition des compétences algériennes de l'intérieur et de l'extérieur du pays, a été installé, lundi à Alger. La cérémonie d'installation a été présidée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid.

Les deux ministres ont mis en exergue, à cette occasion, le rôle et l'importance de ce Conseil dans "le développement de l'écosystème de l'intelligence artificielle, notamment à travers l'actualisation des programmes de formation et l'élargissement de ses champs d'utilisation".

Dans ce sillage, M. Baddari a affirmé que "le développement des utilisations de l'intelligence artificielle, particulièrement dans les domaines de l'enseignement, l'économie et l'industrie, est devenu une nécessité afin de se mettre au diapason des avancées réalisées notamment dans le contexte de la dynamique que connaît l'Algérie actuellement", citant à cet égard la création de nombre de structures dédiées à la formation des étudiants dans l'IA.

Il a rappelé, dans ce sens, la création de l'Ecole nationale supérieure de l'intelligence artificielle (ENSIA) et l'Ecole nationale supérieure de mathématiques (ENSM), en sus de 50 établissements universitaires dispensant des formations en intelligence artificielle, 20 laboratoires de recherche dans l'IA, et plus de 30 laboratoires de mathématiques.

Faisant part de la contribution de l'élite nationale à l'étranger (scientifiques et experts) en tant que membres au sein du Conseil, M. Baddari a précisé que cette instance veillera à "la mise en place de workshops pour permettre à la ressource humaine de réaliser des succès dans ce segment vital".

De son côté, M. El Mehdi Oualid a affirmé lors de la cérémonie d'installation, tenue à l'ENSIA, que ce Conseil "traduit l'intérêt accordé par l'Etat à la généralisation de l'intelligence artificielle eu égard à son impact favorable au marché du travail et à l'économie", d'où l'impératif de "revoir et de mettre à jour les programmes de formation en la matière".

A noter que le Conseil scientifique de l'intelligence artificielle est un organe consultatif à caractère scientifique, placé sous la tutelle du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et celui de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

Il a pour principales tâches le diagnostic des moyens humains et matériels disponibles dans la sphère de l'IA, la proposition de plans de formation et l'examen des opportunités de coopération internationale.

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX INTRA-AFRICAINS

Une croissance de 18,6% en 2022, à 193,17 milliards \$

L'envolée des prix des matières premières et l'augmentation des exportations des produits énergétiques vers l'Europe ont permis au continent d'enregistrer un excédent commercial de 18,1 milliards de dollars en 2022.

Les échanges commerciaux intra-africains ont enregistré une croissance de 18,6% en 2022, à 193,17 milliards de dollars, selon un rapport publié le 14 juin dernier par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).

Le commerce intra-régional a ainsi représenté 15% du total des échanges commerciaux du continent durant l'année écoulée, a-t-on ajouté de même source.

Le rapport souligne également qu'un important potentiel reste inexploité dans ce domaine dans la plupart des sous-régions du continent. L'Afrique australe reste en effet le principal moteur du commerce intra-africain. Cette sous-région représente, à elle seule, 47,4% de l'ensemble des échanges commerciaux entre les pays du continent.

Les faibles parts des échanges intra-régionaux dans les autres sous-régions laissent entrevoir d'importantes opportunités de croissance à l'ère de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

Le rapport révèle d'autre part que la valeur totale des échanges commerciaux intra-régionaux et extra-régionaux de l'Afrique a augmenté de 20,9% en 2022, pour atteindre 1430,1 milliards de dollars, malgré un environnement mondial difficile.

Les exportations du continent ont totalisé 724,1 milliards de dollars durant l'année écoulée (+26,8% par rapport à 2021), alors que ses importations se sont établies à 706 milliards de dollars (+15,5%).

Ecofin

INSTITUT ALGÉRIEN DU PÉTROLE

Signature d'un protocole d'entente avec l'OPAEP

L'Institut Algérien du Pétrole (IAP), filiale du groupe Sonatrach a signé, ce lundi, un accord de partenariat avec l'OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole), indique la compagnie nationale dans un communiqué.

Par Slimane T.

La cérémonie de signature du protocole d'accord a été coprésidée par le PDG du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, et le Secrétaire Général de l'Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole «OAPEP», Djamel Aissa Al Loughani.

Le protocole d'accord, qui a été signé au siège de la direction générale de Sonatrach, prévoit l'intensification de la coopération technique dans le domaine de la formation et l'organisation de workshops et de conférences au profit des Pays membres de l'OPAEP, ajoute la même source.

La même source précise que l'Institut Algérien du Pétrole a été sélectionné parmi les instituts de formation des pays membres, suite aux travaux de la 9e Réunion de Coordination des directeurs des Instituts de Formation du Pétrole, tenue en septembre 2021, au cours de laquelle l'Institut Algérien du Pétrole avait présenté ses activités et son expérience de 58 ans dans le domaine.

Pour rappel, des sessions de formation ont été organisées en 2022 par l'Institut Algérien du Pétrole au profit de plus de 100 apprenants issus des pays membres de

l'OPAEP, lors de chaque session.

En marge de la signature de ce protocole, il a été procédé à l'organisation d'une cérémonie de remise des prix aux lauréats du concours scientifique 2020, initié par l'Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole (OPAEP), dans le but d'encourager la recherche scientifique et l'innovation, conclut le communiqué de Sonatrach. Notons que le Secrétaire général de l'OPAEP effectue, depuis hier, une visite de travail de trois jours en Algérie. Outre son entretien avec le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, il a été reçu en audience par le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane.

Lors d'un entretien entre le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab et SG de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), M. Djamel Aissa El Loughani, les deux parties ont évoqué les relations de coopération entre l'Algérie et l'organisation et les moyens de les développer, ainsi que les orientations et les enjeux de l'industrie du pétrole et du gaz. A cet égard, M. Arkab a exprimé sa considération aux efforts consentis par l'organisation dans le cadre de sa démarche visant à renforcer la coopération, la coordination et

l'échange d'expériences entre les pays membres, en vue d'améliorer la productivité des compagnies pétrolières nationales et des centres de recherche arabes, et leur permettre de relever les défis et de développer leurs performances.

«Nous avons également évoqué les travaux futurs à court et long termes, auxquels nous participerons au sein de l'organisation, ainsi que les programmes de formation de l'organisation, les travaux technologiques dans le domaine de l'industrie pétrolière et la concertation entre les pays exportateurs de pétrole», a ajouté le ministre dans un point de presse, en marge de la rencontre.

A son tour, M. El Loughani a exprimé ses remerciements pour le soutien de l'Algérie, souhaitant que l'industrie pétrolière se développe davantage dans les pays membres à la lumière des changements que connaît le marché mondial de l'énergie. Il a ajouté que sa visite en Algérie intervient dans le cadre d'un échange de vues concernant le développement de la coopération au sein de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), et pour informer l'Algérie des derniers préparatifs de la conférence sur l'énergie qui se tiendra au Qatar en décembre prochain.

PÉTROLE

Le Brent monte légèrement

Les prix du pétrole débutaient la semaine en petite hausse lundi, les gains provoqués par la mutinerie du groupe paramilitaire Wagner en Russie restant tempérés par un contexte économique morose, défavorable à la demande mondiale. Vers 10H10 GMT (12H10 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, prenait 0,43% à 74,17 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate pour livraison le même mois, gagnait 0,33% à 69,39 dollars. Les prix ont hésité en début de

séance, "les marchés examinant l'impact potentiel du putsch du week-end en Russie", explique Ricardo Evangelista, analyste chez Activ-Trades.

La Russie s'efforçait lundi d'afficher un retour à la normale avec la levée des mesures de sécurité instaurées pendant le soulèvement du groupe Wagner.

Le chef de Wagner, Evguéni Prigojine, auteur d'une mutinerie avortée qui a duré 24 heures à partir de vendredi soir, avait promis de "libérer le peuple russe" en visant notamment le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou et le chef d'état-major Valéri

Guérassimov, qu'il accuse d'avoir sacrifié des milliers d'hommes en Ukraine.

M. Prigojine a mis fin à sa rébellion samedi soir, en échange d'une immunité pour lui et ses hommes. "Malgré la résolution apparente de l'éphémère insurrection, de nombreux points d'interrogation subsistent, avec la possibilité de nouveaux troubles qui pourraient perturber l'approvisionnement en pétrole de la Russie", poursuit M. Evangelista. Mais selon l'analyste, "le contexte général, qui comprend un resserrement monétaire affirmé de la part des banques centrales occidentales et une

reprise économique timide en Chine, continue de susciter des craintes quant à la demande future", ce qui plafonne les gains du jour engendrés par les perturbations en Russie. "Il est clair que les perspectives économiques mondiales se détériorent plus rapidement qu'on ne le pensait", avance également Tamas Varga, analyste de PVM Energy, citant une inflation tenace et des taux d'intérêts élevés qui peuvent conduire à un ralentissement économique.

R.I.

USTHB/UNIVERSITÉ DE BOUMERDES

Signature de deux accords de coopération avec l'Université Napier d'Edimbourg en Ecosse

Deux accords de coopération ont été signés, dimanche à Alger, entre l'Université Napier d'Edimbourg en Ecosse et les universités des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) et M'hamed-Bougara de Boumerdes, en vue de renforcer la coopération en matière de formation et de recherche scientifique.

Signés par le vice-recteur chargé des Relations extérieures à l'USTHB, Azzeddine Chafa, le vice-recteur chargé de la coopération et des Relations extérieures à l'Université de Boumerdes, Tairi Abdelaziz, et le chargé de la coopération internationale et des affaires des étudiants à l'Université d'Edimbourg, Stuart Easter, ces deux accords visent à renforcer la coopération en matière de formation et de recherche scientifique dans différentes spécialités.

A cette occasion, le recteur de l'USTHB, M. Djamel Eddine Akretche a souligné que ce partenariat "intervient dans le cadre de la stratégie de l'Université visant le renforcement de la coopération avec les universités internationales dans les domaines de formation, d'échange étudiant et de recherche

scientifique, diversifiant ainsi l'échange avec les différentes universités dans le cadre de la politique d'ouverture de l'université sur son environnement international".

S'agissant de la coopération avec l'Université Napier d'Edimbourg, il a expliqué que l'accord "intervient en prévision du lancement de l'enseignement en anglais, prévu dès la prochaine rentrée universitaire, en ce sens que cela facilite les échanges étudiant et scientifique qui englobent de nombreuses spécialités".

Cette coopération, poursuit-il, "nous permettra de s'adapter au développement technologique en génie civil et informatique, eu égard aux spécialités et à l'intérêt communs concernant certains projets de recherche, entre l'USTHB et l'Université Napier d'Edimbourg".

Pour sa part, le vice-recteur chargé de la coopération et des relations extérieures de l'université de Boumerdes, Abdelaziz Tahiri a affirmé que "la convention porte sur l'échange des expériences entre les deux universités en matière de formation, recherche scientifique et des TIC".

Elle prévoit aussi, selon M. Tahiri, un programme d'échange des doctorants et l'enseignement en Anglais, domaine où l'université de Boumerdes a franchi des pas importants.

La coopération bilatérale sera axée sur les spécialités génie mécanique et électronique et d'autres spécialités qui intéressent l'Algérie, a-t-il fait observer.

De son côté, le représentant de l'université Edimbourg Napier, Stuart Easter s'est dit optimiste quant "à la coopération avec les universités Algériennes, première du genre, qui constitue un axe important de l'agenda de coopération internationale de notre université".

Cela permettra à nos étudiants de vivre de nouvelles expériences dans d'autres pays, a-t-il ajouté.

Le passage de l'enseignement en langue française vers la langue anglaise en Algérie facilitera la coopération en matière de formation et de recherche tels que nous faisons avec d'autres universités, a poursuivi le représentant de l'université Napier d'Edimbourg.

R.E.

CADRE DE VIE DES ALGÉRIENS

Le bonheur n'est pas que dans le pré

En ces derniers jours de préparatifs de l'Aïd El Adha, les ménages terminent leurs courses pour accueillir dignement cette fête. Les marchés sont bondés et les achats se font pratiquement au coude-à-coude. Pourtant, en dépit de quelques couacs économiques dus à la hausse de certains prix de produits très demandés en cette période, l'Algérien affiche une certaine sérénité, qui déconterance plus d'un.

Par Réda Hadi

Si l'on dit, que l'Algérien a un esprit râleur, il n'en demeure pas moins lucide, la tête sur les épaules. Au marché de la cité 8 Mai 45 Bab-Ezzouar, réputé accessible aux bourses moyenne, l'atmosphère reste à la fête, et ce que d'autant plus, les fruits et légumes n'ont pas connu de hausse exagérée. Hormis la viande, les prix sont restés relativement stables au grand étonnement d'un homme venu à cet endroit pour la première fois. « Sur les conseils d'un ami, je suis là pour faire mes courses, et je ne le regrette pas », et de continuer de dire que « j'appréhendais cette fête, mais finalement, je m'en sors bien, et les prix sont corrects ». Des anthropologues soutiennent que nos concitoyens jaugent leur qualité de vie, en le comparant aux restes du monde et particu-

lièrement à nos voisins immédiats. Alors que des pays dits « développés » ont terriblement souffert des multi-crisés, l'Algérien a continué à vivre sans trop de soucis, à part ses tracas quotidiens. Ces mêmes anthropologues dans leurs différentes analyses disent que l'Algérien n'est pas malheureux et que dans son ensemble, il est satisfait, car il est animé d'une hargne et une envie d'être heureux sans égale. D'un autre côté, soulignent des observateurs, même si les conditions de vie ne sont pas les meilleurs, et en dépit de ce qui se dit, les marchés ne désemplissent pas, les restaurants, même les plus chers sont pleins, les grandes surfaces ne connaissent pas de crise, et les pizzerias connaissent des fréquentations record. Les anthropologues estiment que c'est dans la nature des Algériens de râler, mais aussi de ne rien se refuser. Même cher, il achète, si ça fait son bonheur. C'est inscrit dans son

ADN et sa quête d'être heureux. L'exemple le plus significatif, est celui de la banane (qui nous a valu tant de railleries d'un certain pays), bien que cher, ce fruit ait été acheté. Il en est de même pour des produits agricoles qui ont été achetés 4 fois plus chères, sous prétexte qu'on avait besoin pour la circonstance. Si ce n'est pas un signe d'opulence, c'est sûrement le signe que l'économie va bien et que nos concitoyens en profitent. Un autre exemple est souvent cité par les spécialistes, qui soulignent qu'à chaque Aïd El Adha, le mouton gagne en puissance dans son prix. Reste que même en pestant sur sa cherté, le mouton est acheté. C'est un signe évident que l'Algérien en a les moyens. Les économistes qu'à eux sont plus pragmatiques, et disent que la gouvernance algérienne a su profiter de conjonctures favorables, et que les dispositions prises

pour la macroéconomie, vont dans le bon sens. Ceux-ci avancent que la diversification de l'économie, ne peut être que favorable, avec en prime une politique sociale, qui soutient les plus défavorisés, avec un plus grand partage des richesses du pays. À oued Ouchayeh dans la proche banlieue d'Alger, « ammi » Brahim, la soixantaine bien affirmée, nous a résumé sa notion du bonheur. « Nous vivons dans un pays avec ses difficultés bien sur, mais pas loin de nous, on meurt de faim ; ce qui n'est pas le cas chez nous. Nous ne sommes pas encore riches, mais plaît-il à Dieu, nous ne sommes pas pauvres. Nous devons arrêter de penser qu'ailleurs, c'est mieux ; et que l'herbe est toujours plus verte chez nos voisins. Le bonheur n'est pas que dans le pré, mais dans notre façon de gérer ce que l'on gagne. Notre pays est bien gouverné, souhaitons que ça dure ».

AGRICULTURE/COMMERCE

Adoption d'une nouvelle cartographie de distribution du lait subventionné

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations ont adopté, dimanche, une nouvelle cartographie pour la distribution du lait subventionné au niveau national en vue de contrôler le marché et de faire face aux perturbations dans la distribution.

"Dans le cadre de l'approvisionnement et de l'organisation du marché local ainsi que de la préservation du pouvoir d'achat des citoyens et en application des orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant le contrôle du marché du lait subventionné, il a été procédé à la révision et l'adoption d'une nouvelle cartographie de distribution de ce produit", a précisé le ministre du Commerce Tayeb Zitouni en marge d'une rencontre de coordination avec le ministre de l'Agriculture, Abdelhafid Henni en présence de cadres des deux départements. L'application de cette nouvelle cartographie se fera en fonction de plusieurs critères et conditions relatifs au marché local, a-t-il fait savoir, assurant que "les lacunes enregistrées en matière d'approvisionnement en matière de produits de large consommation seront comblées durant les prochains jours en collaboration avec le ministère de l'Agriculture".

S'exprimant à cette occasion, M. Henni a indiqué qu' "au vu des quantités énormes injectées durant le dernier Ramadan pour assurer la disponibilité du lait sur le marché, une révision de la cartographie de distribution s'imposait en vue de le réguler à l'échelle nationale et d'éviter la pénurie".

R.E.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE A REÇU UNE DÉLÉGATION DE L'EXPOSITION**La participation de l'Algérie à l'Expo Doha 2023 évoquée**

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Mohamed Abdelhafid Henni, a reçu le délégué général de l'exposition horticole "Expo Doha 2023", Badr Ben Omar Al-Dafa, avec qui il a évoqué la participation de l'Algérie à cette manifestation, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre tenue dimanche au siège du ministère et en présence des cadres du secteur, le ministre a évoqué avec M. Badr Ben Omar Al-Dafa qui était accompagné du représentant de l'ambassadeur du Qatar en Algérie, "la participation de l'Algérie à l'exposition horticole "Expo Doha 2023", qui permettra de "faire connaître l'expérience algérienne en matière d'agriculture, notamment l'agriculture saharienne, et permettra aux pays du monde d'exposer des idées et des solutions d'avenir", selon le communiqué. Le ministère a indiqué que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la participation à l'exposition horticole "Expo Doha 2023", prévue à Doha du 2 octobre prochain au 28 mars 2024, sous le thème "Sahara vert, environnement meilleur".

R.E.

madhan pour assurer la disponibilité du lait sur le marché, une révision de la cartographie de distribution s'imposait en vue de le réguler à l'échelle nationale et d'éviter la pénurie".

R.E.

TRANSPORT

Le ministre Cherfa reçoit le PDG de DP World

Le ministre des transports, Youcef Chorfa, a reçu, ce lundi, le président-directeur général du groupe DP World, Sultan Ahmed Ben Salem, accompagné de son excellence l'ambassadeur des Emirats Arabes Unis en Algérie.

La rencontre a été une opportunité pour les deux parties de discuter des moyens de renforcer et de développer les relations de coopération bilatérale et de partenariat dans le domaine du transport maritime et de l'exploitation et de la gestion des ports, indique un communiqué du ministère. Lors d'une rencontre, en marge de sa participation aux travaux du 2e Sommet sur « le financement des infrastructures en Afrique », en sa qualité de représentant du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre Aïmen Benabderrahmane et le Sultan Ahmed Ben Salem, ont évoqué les projets de partenariat et de coopération entre les deux parties, et la perspective d'examiner leur développement et leur renforcement dans les différents domaines.

R.E.

RÉGULATION DES PRODUITS AGRICOLES

Création de la SARPA

Les hausses ponctuelles et insensées des produits agricoles, ont amené les pouvoirs publics à créer une société de régulation de ces produits. Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a annoncé, à Alger, la naissance de la Société algérienne de régulation des produits agricoles « SARPA », conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à réguler l'approvisionnement en produits de large consommation et orienter l'excédent vers l'export. Selon la même source, la société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA) a été créée, dans le but de réguler la production pour approvisionner le marché national en produits agricoles de large consommation dont les légumes et les fruits stockables, tout en orientant l'excédent vers l'exportation en coordination avec le ministère du Commerce. Dans une première étape, il sera procédé à la prise en charge des besoins du marché local, puis vers l'exportation, en ce sens il a été ouvert la voie à toutes les entreprises publiques ou privées, pour peu qu'elles se conforment au cahier des charges et qu'elles soient qualifiées pour toutes les étapes administratives, techniques et sanitaires. Il faut se rappeler que le président de la République, avait ordonné,

lors d'une réunion du Conseil des ministres tenue fin avril dernier, la création d'un office chargé de l'achat, auprès des agriculteurs de tous les produits de large consommation. La naissance de cette société, qui n'a pas été appréciée évidemment par les spéculateurs, a fait réagir des économistes et des ingénieurs agronomes. Les économistes qui approuvent cette création, soulignent tout de même la forte réactivité de l'État qui a tranché avec les principes d'organisation économique antérieurs. Mais ils précisent aussi, que face à l'instabilité des prix, il existe deux grandes catégories d'instruments de régulation : les instruments qui se proposent de limiter les effets négatifs de l'instabilité : instruments favorisant l'accès à l'alimentation des populations vulnérables. Les instruments qui cherchent à réduire les fluctuations de prix en elles-mêmes : on y distingue les instruments qui résultent d'une action collective mobilisant principalement des acteurs privés et les instruments qui relèvent de l'action publique. L'insistance avec laquelle nombre d'observateurs reviennent depuis peu, de façon récurrente, sur l'indispensable régulation des marchés agricoles s'inscrit dans une conjoncture scientifique et poli-

tique, dans laquelle les déclarations ne prennent pas toujours de forme concrète. D'abord en raison du caractère fondamentalement polysémique de la notion de régulation. Ensuite, parce que les thuriféraires du marché libre continueront d'œuvrer pour moins de transparence. Pour les agronomes, cette société ne peut d'utilité publique, que si elle est gérée par des professionnels, au faite de la question, et dont la probité ne peut souffrir d'aucun éclat. L'enjeu est de taille, car le marché agricole est toujours sous l'emprise des spéculateurs, qui détournent les lois et s'en servent. Ils précisent aussi, qu'il faut considérer les prix dans leur globalité de production, un paramètre que cette société ne doit pas négliger. Pour eux, le rôle informationnel des prix ne tient pas si on ne prend pas en compte la diversité des causes de l'instabilité des prix. Outre l'instabilité d'origine « naturelle » (due aux aléas naturels affectant la production comme la pluie ou les attaques de criquets), l'instabilité des prix peut en effet être « endogène », c'est-à-dire être générée par le fonctionnement des marchés agricoles eux-mêmes. La tâche s'avère rude, mais faisable.

Par Samir Chalabi

ORAN

Mobilisation de plus de 40 vétérinaires pour la permanence de l'Aïd El-Adha

Plus de 40 vétérinaires des secteurs public et privé ont été mobilisés pour assurer la permanence durant la période de l'Aïd El-Adha dans la wilaya d'Oran afin de procéder au contrôle sanitaire des moutons du sacrifice et garantir un Aïd sans kyste hydatique, a-t-on appris auprès de l'inspection vétérinaire. Pas moins de 40 vétérinaires, relevant du secteur public, et six cliniques vétérinaires privées ont été mobilisés pour assurer la permanence durant la période de l'Aïd El-Adha au niveau des structures et sites d'abattage des communes de la wilaya d'Oran, conformément à l'arrêté du wali concernant cette opération, a-t-on indiqué à l'inspection vétérinaire.

Dans ce cadre, des équipes mobiles de deux vétérinaires chacune ont été désignées, sachant que ces équipes effectueront des visites de contrôle sanitaire au niveau des quartiers populaires, tandis que d'autres équipes ayant un seul vétérinaire seront fixées au niveau des sièges des communes, a ajouté la même source.

A titre indicatif, il sera procédé à l'installation, dans la commune d'Oran, d'une permanence au niveau du siège de chaque commune et une autre au niveau de l'abattoir communal, de même qu'une équipe mobile qui sillonnera plusieurs quartiers populaires, relevant des délégations communales d'Oran, à l'instar d'El-Othmania, Sidi El Houari, El Mokrani et El Hamri, selon la même source. Dans ce cadre, les vétérinaires mobilisés sont appelés à assurer le contrôle sanitaire du mouton du sacrifice au niveau des structures et lieux d'abattage répartis à travers les communes, en veillant au respect des règles d'hygiène et autres dispositions nécessaires pour un meilleur contrôle des organes du mouton (foie, poumons et autres organes) en cherchant, éventuellement, le kyste hydatique et d'autres maladies.

ALGER/POINT DE VENTE DE MOUTONS D'ALVIAR

Forte affluence des citoyens

Le point de vente de l'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR) à Baba Ali (Alger) connaît une forte affluence des citoyens venus acheter des moutons pour l'Aïd El-Adha pour qui les prix proposés par l'opérateur public sont adaptés aux différentes classes sociales.

L'APS a constaté sur place une forte affluence des familles venues de différentes régions du pays, accompagnées de leurs enfants, pour choisir un mouton pour l'Aïd en fonction de leurs capacités financières, au moment où les prix des moutons enregistrent une flambée sur les marchés sauvages en raison des "intermédiaires" et des "vendeurs occasionnels". A la mi-juin, ALVIAR a lancé la vente de moutons à travers tous ses points répartis sur le territoire national à des prix allant de 45.000 DA à 91.000 DA.

Les prix des moutons proposés par ALVIAR sont affichés par couleurs, le jaune indiquant 45.000 DA, le vert 55.000 DA, le bleu 68.000 DA (c'est le plus demandé), le noir 73.000 DA, le rouge 85.000 DA et le double rouge indiquant 91.000 DA, a observé l'APS. "J'ai l'habitude d'acheter mon mouton ici vu le rapport qualité/prix", a dit Mme Amina, mère de deux enfants.

De son côté, Hadj Ahmed, accompagné de ses petits-fils, qui étaient contents d'avoir choisi eux-mêmes les moutons, s'est réjoui de "la qualité et l'organisation au niveau de ce point de vente".

Mohamed qui a fait le déplacement depuis Bouira était lui aussi très satisfait des prix

qui, a-t-il dit, correspondent à son budget. Leila, une habituée venue de Boumerdes, juge les prix proposés par ALVIAR "acceptables et à sa portée". Les citoyens rencontrés par l'APS sur place ont été unanimes à dire que les prix étaient inférieurs de 15.000 à 20.000 DA par rapport à d'autres endroits. Le point de vente de l'Algérienne des viandes rouges compte plusieurs étales contenant un grand nombre de moutons, répartis en fonction de leurs tailles, type, couleur et prix. Des agents, en grand nombre, accompagnent et orientent les clients.

Signature de 65 conventions de vente par facilité avec des entreprises publiques et privées

Le PDG de la société LATRACO, unité de commercialisation des moutons d'ALVIAR, Mouaouia Ben Baba Ali, a indiqué à l'APS qu'ALVIAR avait signé 65 conventions avec des entreprises publiques et privées pour l'achat des moutons par facilité.

Il a précisé que la vente par facilité se fait par le paiement initial de 20% ou 25% du prix du mouton et le règlement du reste du montant par tranches, sans intérêts.

Par ailleurs, M. Ben Baba Ali a affirmé que l'entreprise étudiait les prix pour satisfaire les citoyens et leur permettre d'acheter le mouton de l'Aïd selon leurs capacités financières,

faisant état de la réception de plus de 5000 têtes d'ovins au niveau du point de vente de Baba Ali. L'opération d'approvisionnement se poursuit au niveau des centres d'enrichissement pour bétail, a-t-il ajouté.

Le client, a-t-il dit, peut éventuellement laisser le mouton dans les étales de l'entreprise jusqu'à la veille de l'Aïd moyennant le paiement du montant symbolique de 1000 DA, soulignant que LATRACO offrait également les services d'abattage et de suivi vétérinaire. M. Ben Baba Ali a assuré que les moutons vendus par l'entreprise étaient "indemnes de toutes maladies", précisant qu'un certificat de bonne santé délivré par les services vétérinaires de la wilaya accompagnait le déplacement du cheptel.

Ce certificat est un document officiel permettant le passage du bétail d'une wilaya à l'autre, a-t-il dit.

A ce propos, Mme Deghnouche Tinhinane, vétérinaire chez ALVIAR, a affirmé que le bétail disponible au niveau des points de vente de l'entreprise, dont celui de Baba Ali, était "indemne de toutes maladies".

Les équipes vétérinaires font des examens quotidiennement de 08h00 à 20h00 et si des cas sont découverts, ils sont immédiatement isolés pour bénéficier d'un suivi vétérinaire, a-t-elle expliqué.

OUARGLA

Réception prochaine d'une nouvelle structure hôtelière

Les structures hôtelières de la wilaya d'Ouargla seront consolidées par la réception prochaine d'un nouvel hôtel d'une capacité d'accueil de 240 lits, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Le nouvel hôtel, doté des structures d'accompagnement nécessaires et sera mis en exploitation la fin du mois de juillet, viendra étoffer la trentaine de structures d'accueil similaires dont dispose la wilaya, a-t-on indiqué lors de la célébration de la Journée nationale du tourisme (25 juin) placée cette année sous le thème "le

tourisme au cœur de l'Algérie moderne".

"Cet investissement touristique privé devrait promouvoir les activités touristiques dans la région qui regorge d'importantes potentialités naturelles lui conférant l'image d'une destination privilégiée pour les touristes locaux et étrangers", a indiqué le wali d'Ouargla, Mustapha Aghamir, lors de l'inauguration d'une exposition d'artisanat, tenue dans un espace réservé par le nouvel hôtel avec la participation des agences de tourisme et des voyages et structures hôtelières de la région.

L'occasion a donné lieu également à la remise d'une autorisation d'exploitation au directeur de cette nouvelle structure hôtelière, Ahmed Touhami, et la remise aussi des distinctions à trois agences touristiques en reconnaissance de leurs efforts fournis ces cinq dernières années pour la promotion de la destination touristique d'Ouargla. Pour sa part, le directeur du tourisme et de l'artisanat, Abdelhafid Boudeffa, a indiqué que le secteur sera renforcé par quatre nouvelles structures hôtelières en cours de réalisation dans la wilaya.

Plus de 67.000 touristes nationaux et 405 étrangers ont rallié la région au titre de la saison touristique saharienne et le tourisme d'affaires, a-t-on signalé.

Dans le cadre de la promotion du tourisme, un Institut national spécialisé dans les métiers du tourisme est en cours de réalisation à Ouargla qui permettra d'assurer une main d'œuvre qualifiée dans ce domaine, a fait savoir, de son côté, le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels Ahmed Belkhadem, lors de la clôture de la saison de formation 2022/2023.

TIPASA

Le CREA offre des aides à 300 familles sinistrées suite aux récentes inondations

Le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) a offert, des aides à 300 familles sinistrées suite aux inondations survenues récemment dans les communes Est de la wilaya de Tipasa.

Lors d'une rencontre entre le président du CREA, Kamel Moula, et le wali de Tipasa, Seddik Boucetta, le conseil a offert des aides « symboliques » constituées de vêtements de l'Aïd à 300 familles sinistrées suite aux récentes inondations, en signe de solidarité. La Direction de l'action sociale de la wilaya se chargera de la distribution de ces aides aux familles sinistrées suite aux inondations enregistrées dans la nuit du 24 et du 25 mai dernier, dans lesquelles un enfant de 9 ans est mort, blessé lors de l'effondrement du mur d'un stade de proximité. Les 122 familles sinistrées suite à ces inondations ont été relogées dans les 48h dans des loge-

ments décentes, en application des instructions du président de la République, qui avait insisté aussi pour l'indemnisation des pêcheurs impactés par les intempéries, en leur accordant une allocation exceptionnelle mensuelle de 30.000 DA jusqu'à la reprise de l'activité au niveau des ports de pêche. Dans un autre contexte, M. Moula a affirmé que les perspectives d'investissement en Algérie étaient « prometteuses », notamment dans le secteur du Tourisme. Il a ajouté que le climat des affaires en Algérie « s'améliore et encourage les opérateurs économiques à venir investir, notamment à la faveur de la nouvelle loi sur l'investissement et au regard du travail remarquable accompli par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement ». Et d'ajouter : « nous œuvrons en coordination avec les pouvoirs publics, en tant que parte-

naire, à l'édification d'une économie nationale forte », précisant que « beaucoup de choses ont changé sur le terrain, notamment la confiance retrouvée entre opérateurs et responsables au niveau local mais aussi au plus haut niveau ». M. Moula a appelé, dans ce cadre, à « définir les priorités en fonction des besoins nationaux et des spécificités de chaque région, à commencer par la réduction de la facture d'importation et le renforcement de la production locale ». Pour sa part, le wali de Tipasa a salué l'initiative du CREA, affirmant l'engagement de l'instance exécutive locale à aider et encourager les opérateurs économiques intéressés par l'investissement dans la wilaya de Tipasa dans des secteurs comme le Tourisme, l'Agriculture et l'Agroalimentaire.

Taiwan, à l'ombre des empires

Partie 1

Point de tension international majeur, la question taïwanaise agite régulièrement le monde politico-médiatique français, peu avare de simplifications. Le statut international de l'île fait l'objet d'un contentieux historique avec la République populaire de Chine (RPC), héritage de la guerre civile ayant opposé communistes et nationalistes (1927-1949).

Les deux parties n'ont officiellement jamais renoncé à leur objectif de réunification. Dans les faits, Taipei n'a plus aucune revendication sérieuse en la matière et a intérêt au statu quo. Il n'en va pas de même pour Pékin. Si la voie de la réunification pacifique a toujours eu les faveurs du discours officiel, Xi Jinping devait briser un tabou en 2019, déclarant ne pas exclure un recours à la force... Cette posture a été renforcée par les liens de plus en plus denses entre Taïwan et les États-Unis, pour qui l'île est une pièce maîtresse de leur stratégie chinoise, tout en jouant un rôle de premier plan dans l'approvisionnement mondial en semi-conducteurs.

L'autonomisation de Taïwan et les puissances étrangères

La guerre civile ayant opposé les communistes, emmenés par Mao Zedong, et les nationalistes du Kuomintang (KMT), emmenés par Tchang Kai-Chek, a duré jusqu'en 1949. À la victoire des forces communistes, le KMT s'est réfugié sur l'île de Hainan, au Sud, et sur l'île de Taïwan, à l'Est, qui était alors encore sous occupation japonaise. Si les communistes sont parvenus à reprendre pied à Hainan, ils n'ont pas réussi à reprendre le contrôle de Taïwan, officiellement cédé par les Japonais aux nationalistes suite au traité de San Francisco (1951). La RPC considère quant à elle que la souveraineté japonaise sur Taïwan avait déjà été perdue au profit de la Chine lors de la déclaration de Potsdam en 1945, ce qui constitue encore à ce jour le point majeur de divergence juridique entre les deux rives du détroit. Le conflit s'est poursuivi jusqu'en 1953, avant de cesser, sous pression américaine. Une phase de coexistence s'ouvre alors, durant laquelle l'enjeu se déplace vers la question de la reconnaissance internationale.

En pleine Guerre froide, l'Occident rechigne à considérer la République populaire de Chine comme un État à part entière et c'est Taïwan – « République de Chine » (ROC) – qui siège au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il faudra attendre l'année 1971 pour que la RPC prenne le siège de la ROC aux Nations Unies ; les États-Unis de Richard Nixon viennent en effet d'opérer un rapprochement spectaculaire avec Mao Zedong, par calcul politique visant à affaiblir l'URSS.

Dès lors, les États-Unis adhèrent au principe d'une seule Chine, tout en conservant des relations informelles avec Taïwan. Cette position équilibrée permet à Washington d'entretenir une forme d'ambiguïté stratégique supposée prévenir toute déclaration unilatérale d'indépendance de Taïwan, tout en utilisant l'île comme un moyen de pression contre la RPC à échéance régulière...

Si les États-Unis entretiennent traditionnellement une « ambiguïté stratégique » quant à la défense de Taïwan, Joe Biden lui affiche un soutien plus marqué.

Le dialogue finit par reprendre et débouche sur le « consensus de 1992 » : les deux côtés du détroit s'accordent alors sur le principe d'une seule Chine. Des divergences d'interprétation demeurent : la réunification est admise comme un but partagé, mais Taipei et Beijing ne s'accordent pas sur la légitimité politique qu'aurait l'un sur l'autre. Aussi les relations se refroidissent-elles à nouveau en 1996, alors que Taïwan connaît un virage pluraliste sous l'impulsion de Lee Teng-hui, premier président élu au suffrage universel (1996-2000). Cette ouverture à l'alternance – qui permet aux indépendantistes de se présenter aux élections – est vue par Pékin comme une rupture du consensus de 1992, débouchant sur la troisième crise du détroit de Taïwan, durant laquelle le soutien militaire américain à l'île s'est avéré considérable...

Vases communicants entre Taipei et Pékin

Les deux décennies suivantes verront les relations inter-détroit osciller au gré des alternances politiques taïwanaises et des diverses postures du Parti communiste chinois (PCC). Le statu quo perdure sur le plan politique, mais le rapprochement économique est considérable : les échanges commerciaux inter-détroit sont multipliés environ par quinze en 20 ans. Malgré cela, le sentiment d'appartenance à une aire civilisationnelle chinoise ne fait que diminuer au sein de la population taïwanaise. En 1992, 20,5% des Taïwanais se disaient Chinois et seuls 17% s'identifiaient comme Taïwanais. Trois décennies plus tard, ces chiffres se sont radicalement inversés : 64% des personnes interrogées se disent Taïwanaises, 30% se sentent à la fois Taïwanais et Chinois, et seul 2,4% Chinois. Comment expliquer cette évolution ?

Plusieurs interprétations sont possibles. L'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012, et, avec lui, d'une ligne plus dure et de la montée en puissance d'un culte de la personnalité, ont accru la méfiance des Taïwanais, désormais attachés à leur système libéral. Par la suite, les événements de Hong Kong en 2014 (loi électorale) et 2019 (loi d'extradition) n'ont fait que la renforcer. Le non-respect par la Chine du principe « un pays deux systèmes » pour Hong Kong renforce la défiance de Taïwan, qui ne croit plus en cette solution pour lui-même. En 2016, Tsai Ing-wen, candidate du Parti démocrate progressiste (PDP) et considérée comme indépendantiste, remporte les élections présidentielles avec 56% des voix. Elle est réélue haut la main en 2020 à 57% des voix. Le modèle taïwanais de gestion transparente de l'épidémie, avec une faible mortalité malgré l'absence totale de confinement, contraste avec l'opacité et la dureté de la politique zéro COVID en Chine.

Un jeu de vase communicant se crée ainsi entre Taipei et Pékin, dans lequel l'assertivité du PCC alimente les velléités indépendantistes des Taïwanais et du PDP, appuyés par une posture pro-américaine opportuniste, qui accroît elle-même la méfiance du PCC.

À l'international, les deux rives s'affrontent également dans une course à la reconnaissance largement dominée par la Chine. La Chine rejetant la double normalisation, tout pays souhaitant établir des relations avec Pékin se voit ainsi obligé de rompre en amont avec Taipei. Alors qu'ils étaient 56 en 1971, seuls 13 États reconnaissent aujourd'hui Taïwan. Parmi eux, de nombreuses nations insulaires proches des États-Unis et plusieurs pays d'Amérique latine, dont le nombre ne cesse de décroître : en mars 2023, c'était au tour du Honduras de Xiomara Castro de rétablir des relations avec la Chine. Dans cette bataille pour la reconnaissance, Pékin comme Taipei recourent à la diplomatie du dollar. Chaque année, Taïwan dépenserait près de 100 millions de dollars en investissements et en aide au développement auprès de ses alliés diplomatiques. La Chine n'est pas en reste et poursuit la même stratégie.

Après leur reconnaissance de Pékin au détriment de Taipei, en 2019, les îles Salomon auraient bénéficié de 8,5 millions de dollars de fonds de développement chinois. À l'inverse, le Paraguay, allié fidèle de Taïwan, subit des restrictions sur ses exportations de bœuf et de soja vers la Chine. La stratégie chinoise reste toutefois limitée et le volet de la diplomatie non-officielle de Taïwan ne doit pas être sous-estimé. Taipei entretient de solides relations avec les États occidentaux, bien que ces derniers ne reconnaissent pas formellement l'indépendance de l'île. Taïwan poursuit également une stratégie de pénétration des institutions internationales, tout en misant sur sa solide diplomatie économique et commerciale.

Rivalité sino-américaine

La question taïwanaise revêt un enjeu stratégique considérable. Aux États-Unis, le containment de la Chine fait l'objet d'un consensus transpartisan depuis plus d'une décennie. L'administration Obama adoptait une stratégie de leadership from behind dans laquelle ses alliés asiatiques étaient mis en avant. L'administration Trump s'est inscrite dans cette continuité, bien que le président républicain ait davantage mis l'accent sur la guerre économique que son prédécesseur. L'administration Biden s'oriente vers une synthèse des deux approches, s'appuyant en plus sur un discours de défense de la démocratie face aux dictatures. Le style change, les pratiques demeurent.

Si les États-Unis entretiennent traditionnellement une « ambiguïté stratégique » quant à la défense de Taïwan, Joe Biden lui affiche un soutien plus marqué. Ainsi, la visite de la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, à Taïwan en août 2022, a été vécue par Pékin comme une provocation. De son côté, Xi Jinping n'hésite plus à évoquer une réunification par la force. Les deux puissances misent ainsi un capital politique de plus en plus important sur cette affaire. Au risque de multiplier les prophéties autoréalisatrices ?

Le containment de la Chine se matérialise par une forte présence militaire dans ce que Pékin nomme le « premier cercle d'îles », allant du Japon aux Philippines. En réalisant sa réunification avec Taïwan, la Chine ferait sauter un verrou stratégique et militaire majeur en s'ouvrant les portes du Pacifique. Xi Jinping aurait notamment déclaré en 2015 à des diplomates américains que « le Pacifique est assez grand pour embrasser la Chine et les États-Unis ».

L'un des enjeux de cette montée des tensions sino-américaines dans la région est de savoir jusqu'où doivent s'impliquer les puissances régionales. En plus des relations bilatérales, les États-Unis s'efforcent d'améliorer l'interopérabilité entre armées par le biais d'exercices militaires de grande ampleur. Le QUAD (Dialogue quadrilatéral pour la sécurité), composé des États-Unis, de l'Inde, du Japon et de l'Australie, initialement créé en 2007, a connu différentes phases de dialogues, de revirements et d'approfondissement de l'interopérabilité bilatérale entre pays protagonistes, avant d'accoucher d'un exercice militaire annuel de grande ampleur à partir de 2017. Hésitante, et sous la menace d'un conflit avec son voisin du Nord, la Corée du Sud est souvent pressentie pour rejoindre un QUAD+1. L'Australie est également membre de la nouvelle alliance AUKUS (Australie, Royaume-Uni, États-Unis), qui a tant fait parler d'elle lors de l'affaire des sous-marins.

D'autres puissances plus régionales, telles que les Philippines ou le Vietnam, ont leur propre contentieux en mer de Chine méridionale avec la RPC, les conduisant à approfondir leurs relations avec les États-Unis. Les pays de l'ASEAN semblent cependant vouloir préserver leurs relations économiques avec la Chine, et ainsi se maintenir à égale distance des deux superpuissances, ce qui apparaît de plus en plus comme étant un dilemme insoluble. Le nouveau président philippin, Ferdinand Marcos Junior, élu en 2022, semble vouloir réparer le lien avec les États-Unis, après la présidence houleuse de Rodrigo Duterte. Il a proposé l'ouverture à l'armée américaine de quatre bases militaires en territoire philippin – avant d'ajouter qu'elles ne pourraient servir de zone de stockage pour défendre Taïwan...

A Suivre

LIBYE

Réunion du Conseil suprême de l'énergie autour de l'augmentation de la production d'or noir

Depuis juillet 2022, la production de brut de la Libye a retrouvé un certain dynamisme malgré un contexte politique tendu. Une tendance en lien avec la volonté des autorités d'accroître les revenus liés à l'exploitation pétrolière.

En Libye, le Premier ministre Abdul Hamid Dbeibah et le Comité de suivi de l'exécution du budget extraordinaire de la National Oil Corporation (NOC) se sont réunis mardi 13 juin dans le cadre du Conseil suprême de l'énergie (SCE).

La réunion avait entre autres pour objectif de mener des échanges et des concertations concernant le plan d'augmentation du plateau de la production pétrolière. Ceci en accord avec les ambitions gouvernementales pour l'industrie pétrolière locale.

À cet effet, le Premier ministre s'est félicité des efforts déployés ces derniers mois pour «relancer les projets en souffrance grâce aux compétences locales». Ces travaux de réhabilitation ont notamment favorisé la remise en service des complexes de Mellitah, de Ras Lanuf et, plus récemment, de l'usine de traitement de gaz de Jikharra, longtemps restée hors service.

La rencontre a surtout mis en exergue l'importance pour les parties prenantes de consolider leur collaboration en vue de participer efficacement à la concrétisation des objectifs énergétiques de l'État.

SAHARA OCCIDENTAL

L'IUSY condamne la violation de la légitimité internationale par l'occupant marocain

L'Union internationale de la jeunesse socialiste (IUSY) a condamné, samedi à Panama, la violation par l'occupant marocain de la légalité internationale au Sahara occidental, réitérant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Les délégations participant à la clôture des travaux de la 35e conférence de l'IUSY, organisée dans la capitale du Panama, ont condamné la violation par le Maroc de la légalité internationale au Sahara occidental, à travers une recommandation formulée par la délégation sahraouie, a précisé l'agence de presse sahraouie SPS.

Elles ont, en outre, renouvelé leur soutien aux efforts des Nations unies visant à décoloniser le Sahara occidental.

Par ailleurs, la conférence a abordé un certain nombre de questions internationales, notamment la paix et la sécurité mondiales, et diverses autres questions liées aux États membres de l'IUSY.

Elle a notamment consacré un volet à la cause sahraouie en organisant une exposition pour faire connaître la culture sahraouie.

A noter que la question sahraouie revêt une grande importance au sein de l'Union internationale de la jeunesse socialiste, comme en témoignent les nombreuses recommandations adoptées à l'occasion de ses précédentes conférences.

Ces recommandations avaient essentiellement condamné les graves violations commises par l'occupant marocain contre les civils sahraouis sans défense dans la partie occupée du Sahara occidental et réaffirmé le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

TUNISIE

L'écosystème des start-up s'affirme dans l'économie bleue

Lancé par le CBC, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par «Expertise France» dans le cadre du projet «Innov'i – EU4Innovation», le Hackathon «SEA Tech'Hack» est une action destinée aux étudiants et tous autres jeunes créatifs porteurs de projets dans les secteurs maritime et l'économie bleue avec une composante technologique.

Pour promouvoir l'entrepreneuriat dans la région de Bizerte et booster davantage l'écosystème existant, le «Co-working Business Center» (CBC Bizerte) a lancé, pendant 48 heures (du vendredi jusqu'au dimanche 18 juin 2023), le Hackathon «SEA Tech'Hack», durant lequel les porteurs d'idées ont pu avoir une assistance technique de la part de plusieurs experts, notamment en idéation, en communication et branding, en montage du business modèle et en pitching pour avoir une idée claire et bien structurée autour de leurs projets.

Une première...

«À la fin du Hackathon, trois projets lauréats ont été sélectionnés à travers les membres d'un comité de jury indépendant, composé des experts dans des métiers liés à l'économie bleue. Ce sont des experts en montage de projets, transformation numérique, des représentants de l'écosystème régional des start-up..., en plus des universitaires», a précisé Osswa Dridi, conseil-

lère développement CBC, dans une déclaration accordée à la presse.

En ce qui concerne le choix de cette thématique, elle a mentionné qu'en tant que ville côtière, Bizerte est une ville portuaire par excellence. Elle est riche en termes de diversité biologique et d'écosystème marin. «Il y a lieu de préciser que cette initiative est une première du genre dans notre pays», a mentionné Dridi.

«Nous sommes le premier incubateur à aborder la thématique de l'économie bleue dans les programmes d'accompagnement des start-up en Tunisie. À cet égard, une telle initiative consolide et renforce davantage le potentiel existant et aura plus de valeur si elle émane des jeunes de la région. Et avec cette implication et cette prise de conscience, nos jeunes start-upers prendront la relève et s'impliqueront d'une manière spontanée dans la préservation de l'écosystème existant. Donc, il suffit de donner à ces jeunes un coup de pouce pour créer ce sentiment d'appartenance à la région, renforcer le challenge lancé, promouvoir l'entrepreneuriat et bien

évidemment d'autres suites se déclencheront», a-t-elle ajouté.

Une expérience à généraliser

Une fois que les lauréats auront reçu leur prix, l'incubateur poursuit sa mission d'accompagnement à travers la mise en place de son local pour le partage et l'échange d'expertise, la mise en contact avec les experts dédiés... pour que les jeunes start-upers puissent implémenter leurs projets. «Le fait de se spécialiser en tant qu'incubateur de l'économie bleue est en soi une idée intéressante, touchante et impressionnante, car ce secteur représente évidemment des opportunités à ne pas négliger. Certes, ceci n'est qu'un point de départ, étant donné qu'en tant qu'incubateur, on compte généraliser cette expérience sur tout le territoire national avec les différents incubateurs régionaux», a encore fait savoir la conseillère développement CBC, tout en ajoutant que l'objectif est et restera toujours de permettre à un porteur de projet innovant dans le domaine de l'économie bleue de booster la création de sa start-up grâce à l'accompagnement du CBC.

Comment le Qatar place la durabilité au cœur de son économie

Nous découvrons les moyens mis en œuvre par le Qatar pour assurer un avenir durable aux générations futures, qu'il s'agisse d'un site de test de pointe pour l'énergie solaire ou d'initiatives de sensibilisation à l'environnement.

En contribuant à la lutte contre le changement climatique et en donnant aux générations futures, les moyens de prendre des mesures significatives, le Qatar place le développement durable au premier plan de sa stratégie de croissance économique. Les initiatives vont des investissements dans l'énergie solaire à la mise en place d'un approvisionnement durable en nourriture et en eau, en passant par des opérations de nettoyage qui préservent les sites patrimoniaux du pays tout en sensibilisant à l'environnement.

Perfectionner les technologies de l'énergie solaire

Le pays s'est notamment engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 24% et à tirer 20% de son énergie du soleil d'ici à 2030. Mais comment un territoire aussi ensoleillé parvient-il à la transformer en électricité ? L'Institut de recherche sur l'environnement et l'énergie du Qatar (QEERI) s'est penché sur la question. La centrale solaire de test du QEERI est un site tentaculaire. C'est là que Ben Figgis travaille tous les jours. Avec son équipe, il veille à toutes les recherches sur l'énergie solaire menées par le QEERI sur ce site, dans l'objectif de trouver les meilleurs moyens d'utiliser le soleil.

Il suffit d'exposer ces panneaux au soleil et les diodes au silicium commencent à produire de l'énergie toutes seules, décrit Ben Figgis. «C'est vraiment l'un des miracles de la science des matériaux», s'enthousiasme-t-il. «Ce que nous voulons, c'est tester toutes les technologies car leurs performances dans un climat donné peuvent être différentes de celles qu'elles auront dans un autre climat», fait-il remarquer.

L'industrie solaire du Qatar a connu une croissance rapide ces dernières années, encouragée par des milliards de dollars d'investissements dans les énergies renouvelables. Ces panneaux font partie d'une installation de 35 000 m², un banc d'essai pour ce qui contribuera à propulser l'économie du Qatar vers un avenir plus propre et plus vert.

La contrainte de la poussière

Le soleil brille toute l'année au Qatar, les mois d'été bénéficiant de 14 heures de lumière du jour. Mais cela ne signifie pas nécessairement que l'énergie solaire va de soi.

«L'un des plus grands défis pour l'énergie solaire ici au Qatar et dans la plupart des régions désertiques, c'est la poussière», souligne le chercheur Ben Figgis. «Les mesures que nous avons réalisées montrent que si l'on ne nettoie pas les panneaux solaires tous les mois, ils perdent environ 15% de leurs performances, simplement à cause de la poussière», précise-t-il.

C'est là qu'interviennent des robots nettoyeurs. Tous les deux jours, ils dépoussièrent les panneaux sur le site de test. Lors de l'opération, des données sont collectées pour déterminer dans quelle mesure ils réussissent à maintenir le rendement de l'installation.

Mais même les robots font parfois des erreurs et peuvent rayer les panneaux en essayant de les nettoyer. C'est la raison pour laquelle les équipements intérieurs du QEERI sont tout aussi importants que son site extérieur.

Faire avec les rayures

Des tests de pression à la simulation de conditions météo extrêmes, les panneaux solaires sont soumis sur place à de multiples essais pour déterminer leur durabilité et leur rendement et contribuer au final, à leur mise sur le marché.

Juan Lopez-Garcia dirige l'unité de recherche du QEERI. Il nous explique en quoi ces tests de résistance sont essentiels au travail de son équipe. «L'un de nos projets consiste à étudier l'effet de cette abrasion - de ces rayures - sur le rendement», décrit-il. «La principale couche est affectée par ces rayures, c'est la lumière transmise par le verre», explique-t-il avant d'ajouter : «Sur le verre, s'il y a une rayure, cela peut diffuser et disperser la lumière, ce qui peut avoir un impact sur le rendement puisque l'on réduit la lumière.»

La multitude de données recueillies par le QEERI dans les deux laboratoires rend encore plus prometteur, l'avenir de l'énergie solaire au Qatar.

L'Arabie saoudite ne fait plus la charité, elle investit

«L'Arabie saoudite d'abord», c'est le nouveau mot d'ordre de la politique étrangère du royaume dirigé par Mohammed ben Salmane. Fini l'argent distribué à fonds perdu à des pays alliés, le but est maintenant de faire des affaires et d'avoir un retour sur investissement.

Abou Nayef se souvient du temps où, lorsqu'un pays arabe était en difficulté, il savait immédiatement à qui faire appel : «au royaume d'Arabie saoudite», affirme ce producteur de dattes, âgé de 60 ans. «Quand n'importe quel pays arabe ou musulman avait besoin d'une aide financière,

nous étions toujours là pour lui tendre la main.» Cependant, les choses ont pris un tournure plus individualiste et transactionnelle en 2023. L'Arabie saoudite remplace sa politique de soutien financier inconditionnel à ses alliés par des investissements ciblés. C'est l'un des points clés de la nouvelle politique étrangère qui a pour mot d'ordre «l'Arabie saoudite d'abord» et qui place les intérêts du royaume et de ses citoyens avant ceux de ses alliés, qu'il s'agisse des États-Unis ou d'autres pays arabes. «Les amis sont les amis, et les affaires sont les affaires», ajoute Abou Nayef. Si nous, les Saoudiens, donnons des milliards, nous

voulons obtenir quelque chose en retour. C'est malheureux, mais de nos jours c'est la croissance économique qui fait tourner le monde.»

Un virage culturel essentiel pour les dirigeants saoudiens, qui témoigne d'un changement dans la manière dont le pays conçoit son rôle dans la région. À partir des années 1960 et 1970, quand l'Arabie saoudite a commencé à faire fructifier ses ressources pétrolières, elle a fait office de filet de protection financier pour les États arabes et musulmans, endossant un rôle quasi paternel. Elle s'est empressée des dizaines de fois de jeter, en cas de besoin, une bouée de sauvetage à ses alliés en

crise, sans aucune condition et sans trop poser de questions. Au cours des douze dernières années seulement, le royaume a alloué 3 milliards de dollars à la Jordanie, 5 milliards au Pakistan, et l'essentiel des 92 milliards en argent et en pétrole que l'Égypte a reçus des pays du Golfe depuis 2011. Les gouvernements arabes de plus en plus criblés de dettes, gangrenés par la corruption et par des problèmes structurels qu'ils n'ont pas voulu ou pu résoudre, ont continué de lui réclamer une aide inconditionnelle. Ces milliards ne lui garantissaient même pas des relations cordiales avec les gouvernements concernés.

RAPPORT

Comment l'Afrique peut s'engager sur la voie d'une industrialisation durable

Le rapport souligne que la prise de conscience de l'urgence écologique, la numérisation accrue des processus industriels et la mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine offrent à l'Afrique une opportunité inégalée de s'engager sur la voie d'une industrialisation durable.

Après avoir pris un retard considérable dans la course mondiale à l'industrialisation, le continent africain est désormais en mesure de s'industrialiser sans avoir à copier d'autres modèles, en misant sur la numérisation des modes de production, le déploiement des technologies vertes et l'exploitation du potentiel de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), selon un rapport publié le 21 juin par l'Institut Firoz Lalji pour l'Afrique, un centre de recherche hébergé par l'École d'économie et de sciences politiques de Londres.

Intitulé « White paper on sustainable industrialisation in Africa : The art of upgrading industrial policymaking itself », le rapport indique de prime abord que l'industrialisation représente la voie la plus éprouvée pour atteindre des niveaux de vie élevés et durables, des assiettes fiscales plus larges et des exportations diversifiées. À partir de la fin du 18^e siècle, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et une multitude d'autres pays européens ont commencé à s'industrialiser. La deuxième vague d'industrialisation a concerné le Japon et les États-Unis, qui ont été ensuite suivis par d'autres pays tels que Singapour, la Corée du Sud, la Thaïlande ou la Chine. Le dernier groupe de pays émergents qui se sont engagés sur la voie de l'industrialisation comprend la Malaisie, l'Indonésie, le Vietnam, l'Inde, le Brésil, le Chili et le Costa Rica.

Dans la plupart des cas, la politique industrielle était active et intentionnelle, plutôt que laissée aux mains invisibles de l'offre et de la demande.

En Afrique, la transformation structurelle des économies, qui a résulté dans la plupart des cas d'un transfert de ressources du secteur primaire au secteur secondaire, puis au secteur tertiaire, tend cependant à

contourner la séquence de l'industrialisation.

Jusqu'à présent, les efforts déployés sur le continent en matière d'industrialisation sont considérés comme infructueux, même si la réalité est plus nuancée et plus complexe.

La part du secteur industriel dans le total des emplois sur le continent a baissé à 11,8% en 2004 contre 12,3% en 1991, avant de remonter légèrement la pente pour s'établir à 13,6 % en 2021.

Des écarts existent également entre les diverses sous-régions du continent. En Afrique du Nord, les emplois dans l'industrie représentaient 26% du total en 2021, soit un niveau proche du seuil de décollage industriel. Viennent ensuite l'Afrique australe (17%), l'Afrique de l'Ouest (13%), l'Afrique centrale (11%) et l'Afrique de l'Est (10%).

Inventer son propre modèle au lieu de copier les autres

Le rapport précise que les faibles niveaux d'industrialisation sur le continent s'expliquent, entre autres, par les effets néfastes des plans d'ajustement structurel (PAS) qui ont encouragé les pays africains à abandonner les leviers de la politique industrielle et à permettre aux marchés libéralisés de tirer parti de leurs avantages comparatifs. Cela a favorisé l'essor de l'extraction minière et pétrolière à forte intensité de capital plutôt que le développement des industries manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre.

Alors que l'industrialisation reste l'une des meilleures réponses à l'impérieuse nécessité de créer 12 millions d'emplois par an absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail, le continent ne pourra plus copier les modèles qui ont déjà fait leurs preuves, dont celui de l'Asie du Sud-est. Les pays africains sont aujourd'hui

confrontés à une plus grande concurrence dans le secteur manufacturier, tant sur les marchés internationaux que nationaux, que d'autres pays ne l'étaient lorsqu'ils se sont engagés sur la voie de l'industrialisation.

D'autre part, les chaînes de valeur mondiales ne sont plus les mêmes qu'au 20^e siècle étant donné que les règles du commerce mondial ont changé, évoluant vers plus de restrictions et de réglementations.

Le rapport indique cependant que l'Afrique dispose de certains atouts pour s'industrialiser différemment des autres et d'une manière plus durable. Le premier de ces atouts est de profiter de la prise de conscience de l'urgence écologique à l'échelle mondiale pour adopter des modes de production industriels propres et des technologies vertes, en capitalisant sur les abondantes ressources du continent dans le domaine des énergies renouvelables et en maximisant la valeur ajoutée des métaux nécessaires à la transition énergétique comme le cuivre, le cobalt, ou encore le lithium.

Le continent peut également miser sur la numérisation des processus de production pour augmenter la valeur de l'ensemble de ses matières premières, y compris le pétrole, le gaz, le bois et les produits agricoles.

Le développement des chaînes de valeur régionales est par ailleurs en mesure d'accélérer la transformation industrielle des pays africains. La Zone de libre-échange continentale africaine, qui établira un vaste marché commun de 1,3 milliard de consommateurs, offre une opportunité unique pour promouvoir ces chaînes de valeur régionales. L'Afrique est en effet en train de devenir le premier marché de consommateurs au monde, avec une population qui passera de 1,2 milliard de personnes aujourd'hui à 2,5 milliards en 2050.

CAMEROUN

L'axe Maroua-Kousseri bénéficiera d'un nouveau financement de 330 millions \$ de la Banque mondiale

Le chantier de réhabilitation de cette route importante pour les flux de biens et personnes entre le Nigeria, le Tchad et le Cameroun, piétine depuis près de 10 ans notamment à causes de déboires sécuritaires.

La Banque mondiale a approuvé un financement de 330 millions USD (environ 198 milliards FCFA) en faveur du Cameroun, pour la réhabilitation de la route de 205 km reliant les villes de Maroua et de Kousseri dans la région de l'Extrême-Nord, et qui s'ouvre sur le Tchad et le Nigeria.

« Plus de 920 000 personnes, dont des réfugiés et déplacés internes, bénéficieront de la remise en état du tronçon Maroua-Kousseri sur la route nationale 1 (RN1), qui permettra d'améliorer l'accès aux écoles, aux établissements de santé et aux marchés » a déclaré l'institution de Bretton Woods dans un communiqué officiel.

Dans le détail, le financement comprend un crédit de 280 millions USD (environ 168 milliards FCFA) de l'Association internationale de développement (IDA), le guichet concessionnel de la banque mondiale, et un don de 50 millions USD (environ 30 milliards FCFA) du guichet IDA pour les communautés d'accueil et les réfugiés (WHR).

Ce concours financier est le 2^e que la Banque mondiale accorde à ce projet routier, le premier n'ayant pas atteint ses objectifs. En effet, les travaux ont non seulement connu des lenteurs structurelles, mais ils ont aussi été entravés par l'insécurité créée par la secte terroriste Boko Haram dans la région.

Le 16 mai 2014, une attaque de la base-vie de la société Sinohydro alors en charge du contrat, s'est soldée par l'enlèvement de 10 employés chinois. Ces derniers ont fini par être libérés après d'âpres négociations, mais le chantier a été interrompu.

En dépit de plusieurs promesses de retour, Sinohydro a fini par jeter l'éponge. Pour reprendre et conduire les travaux en toute sécurité, le gouvernement camerounais a confié le chantier à l'armée nationale, à travers le Génie militaire dont le cahier de charges prévoyait la livraison en 24 mois. Relancés début mars 2018, les travaux avanceront à un rythme ralenti jusqu'à début 2020 où le Génie militaire s'est attaché les services de 3 sous-traitants professionnels pour accélérer les travaux, notamment sur le tronçon Mora-Dabanga-Kousseri, long d'environ 175 km.

GHANA

Afreximbank s'engage à accompagner le projet de réseau SGR dans l'ouest du pays

Exploité sur seulement 10% de son linéaire total, le réseau ferroviaire ghanéen devrait connaître une refonte totale les prochaines années avec les investissements majeurs prévus par l'exécutif pour lui faire retrouver son rôle dans la facilitation de la mobilité et des échanges.

Ghana Railway Company, l'autorité ferroviaire nationale du Ghana, et la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) ont signé un accord pour financer l'étude de faisabilité et rechercher du financement pour le projet Western Railways Corridor. Ce projet évalué à 2,1 milliards USD d'investissement porte sur

un réseau ferroviaire à écartement standard de 299 km qui reliera la partie ouest du Ghana au port de Takoradi et aux marchés extérieurs. Il devrait former avec la ligne Manso-Huni Valley, dont la construction a été lancée début juillet 2022, un corridor stratégique qui entre autres facilitera l'exportation des minerais de manganèse à Nsuta, de bauxite à Awaso, et d'or. Le projet permettra également l'évacuation des produits agricoles de la région considérée comme un pôle de production de cacao. Héritage colonial, le réseau ghanéen de voies ferrées long d'environ 947 km demeure inexploité à près de 90% en raison

de sa vétusté, d'après le président Akufo-Addo. Selon les rapports préliminaires du projet, la construction et l'exploitation de ce corridor permettront « de réduire de 30% les coûts de transport, d'accroître la sécurité et la fiabilité des services de transport afin de stimuler le commerce et la croissance économique ghanéens. Environ 5 000 emplois devraient être créés directement pendant la phase de mise en œuvre, avec 50 000 autres opportunités indirectes créées le long du corridor ferroviaire ».

AFRIQUE DU SUD

Le ministre de l'Energie accusé de retarder la transition énergétique dans son pays sera numérisé à partir de juillet

Le ministre sud-africain de l'Energie a été accusé dimanche par l'opposition de retarder la transition énergétique après avoir ignoré un important accord sur l'hydrogène vert en partenariat avec les gouvernements néerlandais et danois.

Bas du formulaire

Le ministre Gwede Mantashe n'a pas signé l'accord sur un fonds d'un milliard de dollars lancé mardi par le président sud-africain Cyril Ramaphosa, les Pays-Bas et le Danemark, un geste jugé « inacceptable » par l'Alliance démocratique (Democratic Alliance, DA), le principal parti d'opposition.

« La décision récente de Gwede Mantashe de snober une réunion de haut niveau » prévue « avec des dirigeants européens pour

lancer une initiative d'énergie verte financée par l'Europe, est profondément inquiétante », a estimé le parti DA dans un communiqué, appelant au limogeage du ministre. L'initiative a été lancée malgré l'absence du ministre.

Gwede Mantashe, pourtant invité, n'a pas assisté au lancement de l'accord à Pretoria, choisissant d'assister à un sommet séparé sur l'énergie organisé par une importante fédération syndicale. Un porte-parole du ministère de l'Énergie, Nathi Shabangu, a indiqué que l'absence du ministre ne signifiait pas qu'il désapprouvait cet accord.

Gwede Mantashe ne l'a pas signé « car il n'avait pas vu le protocole d'accord et ne pouvait pas signer ce qu'il n'avait pas vu », selon le porte-parole. Ce fonds devrait « ac-

célérer le développement du secteur de l'hydrogène vert », avait précisé la présidence sud-africaine, plus tôt cette semaine. Gwede Mantashe s'est montré actif par le passé dans le soutien au lobby du charbon, affirmant l'an dernier que le fait d'abandonner le charbon trop rapidement n'était pas dans l'intérêt du pays et pourrait, selon lui, engendrer des dégâts économiques et des pertes d'emplois. L'affaire a ravivé le débat sur la transition vers une énergie plus propre au sein du gouvernement sud-africain, soutenu depuis longtemps par les syndicats des mineurs.

« Nous ne pouvons pas nous permettre (d'avoir) un ministre récalcitrant et compromis idéologiquement qui soit titulaire du portefeuille de l'Énergie », a estimé le

DA, accusant Gwede Mantashe de « gêner l'indispensable, rapide et juste transition énergétique ». L'Afrique du Sud, riche en charbon mais aux forts besoins énergétiques, produit 80% de son électricité grâce au charbon, dans 15 centrales thermiques vieillissantes. Le pays est confronté à une crise énergétique qui a conduit à des coupures de courant programmées pouvant durer jusqu'à 12 heures par jour.

Depuis 2021, l'Afrique du Sud, qui figure parmi les 12 pays principaux émetteurs de carbone dans le monde, a obtenu plusieurs milliards de dollars de subventions et prêts internationaux pour soutenir sa transition vers l'énergie verte.

ALLEMAGNE

Le moral des entrepreneurs baisse à nouveau en juin

Le baromètre IFO des entrepreneurs en Allemagne a poursuivi sa baisse en juin, alors que la récession s'installe dans la première économie européenne, sur fond de baisse de la consommation et de difficultés pour l'industrie manufacturière.

L'indicateur, réalisé via un sondage mensuel auprès de 9000 entreprises allemandes, chute de 3,2 points, à 88,5 points, en baisse pour le deuxième mois consécutif, a indiqué l'institut IFO dans un communiqué lundi. C'est nettement moins que ce que prévoyaient les analystes de Factset, qui tablaient sur un IFO à 90,8 points. La composante du baromètre mesurant la confiance pour les six mois à venir perd 4,7 points, à 83,6. La première économie européenne est entrée en récession au premier trimestre, avec deux trimestres consécutifs de recul du PIB, dont une baisse de 0,3% entre janvier et mars. Le pays est plombé par une nette

baisse de sa consommation domestique, en raison de l'inflation, qui reste à des niveaux élevés - 6,1% en mai - et par les hausses de taux menés tambour battant par la BCE. Mais c'est surtout «la faiblesse du secteur manufacturier qui plonge l'économie allemande dans ces eaux troubles», estime Clemens Fuest, président de l'institut IFO. L'industrie, moteur de l'économie allemande, est plombée par cette chute de la demande intérieure, particulièrement forte en ce qui concerne les biens. Malgré une forte baisse ces derniers mois, les prix de l'énergie restent élevés, et certains secteurs, comme la chimie peinent à retrouver leur niveau de production d'avant la guerre en Ukraine. Les exportations, es-

sentielles pour le secteur, sont enfin moins dynamiques, sur fond de ralentissement de l'économie américaine et de la capacité croissante de la Chine à produire ses propres biens. Ces handicaps devraient se poursuivre tout au long de l'année, selon les experts. «Au cours du deuxième trimestre, la performance économique dans son ensemble devrait se détériorer sensiblement», explique Jens-Oliver Niklash, analyste pour LBBW. La plupart des instituts économiques allemands ont révisé à la baisse ces dernières semaines leurs prévisions, et tablent tous sur une récession en 2023. Seul le gouvernement allemand espère encore une croissance de 0,4% en 2023, selon sa dernière prévision d'avril.

SELON LA BANQUE DE FRANCE

Toujours 4,1 millions de personnes fragiles financièrement

La Banque de France publie ce lundi son «tableau de bord de l'inclusion» pour aider à la «détection précoce et prédictive de la fragilité financière».

Le nombre de personnes identifiées par la Banque de France comme étant en situation de fragilité financière a été stable en France en 2022, à 4,1 millions, malgré la pression de la hausse des prix sur le budget des ménages. La banque centrale publie lundi à 12H00 le rapport annuel de l'Observatoire de l'inclusion bancaire, complet sur le sujet, mais a rendu public quelques premiers chiffres plus tôt dans la journée.

Bas du formulaire

Les banques appliquent toute une série de critères pour identifier cette population, basés notamment sur des incidents bancaires: chèques sans provision, découverts... Le sujet de l'inclusion bancaire est sensible depuis le retour de l'inflation en France (mesurée à 5,1% sur un an au mois de mai, selon l'Insee) qui comprime le budget des ménages. En novembre dernier, la Banque de France avait annoncé la mise en place d'un numéro de téléphone unique, le 3414, afin notamment de simplifier l'accès de ce public fragile.

Une progression des microcrédits

La banque centrale dévoile également en avant-première lundi une progression des microcrédits l'an dernier, dont l'encours a crû de 14% l'an dernier pour atteindre 1,95 milliard d'euros. Ce type de financement à des fins personnelles ou professionnelles s'adresse «aux personnes exclues du système bancaire classique du fait d'une insuffisance de revenus et/ou d'une situation de précarité sociale», précise-t-elle.

Elle met enfin en avant un nombre de dossiers de surendettement en baisse de 7% en 2022 par rapport à 2021, un chiffre déjà publié en début d'année et questionné régulièrement par les syndicats qui ne le jugent pas exhaustif. L'observatoire réunit depuis sa création en 2013 une vingtaine de membres, issus de la sphère publique, du secteur bancaire et des intervenants sociaux. Il s'appuie sur les travaux d'un comité scientifique, chargé «d'identifier les pratiques des établissements de crédit en matière de détection précoce et prédictive de la fragilité financière» et de concevoir un «tableau de bord de l'inclusion» permettant une meilleure lecture des données remontées.

GRÈCE

Mitsotakis entame son second mandat, ces défis qui l'attendent

Au lendemain de sa victoire aux élections législatives en Grèce, le conservateur grec Kyriakos Mitsotakis entame ainsi son deuxième mandat de Premier ministre. La partie est loin d'être gagnée. Si l'économie grecque a repris des couleurs durant le premier mandat de la droite, grâce notamment à une envolée du tourisme, les Grecs continuent de souffrir de la cherté de la vie et de bas salaires. Kyriakos Mitsotakis a ainsi promis que «des réformes majeures avanceront rapidement». Il avait notamment évoqué ses promesses de hausse des salaires et d'embauches massives de personnel médical et de médecins dans les hôpitaux publics.

Kyriakos Mitsotakis a été réélu. Le dirigeant de Nouvelle-Démocratie (ND), qui a dû abandonner son fauteuil de Premier ministre durant quelques semaines, doit prêter serment en milieu de journée pour un deuxième mandat de quatre ans avant de constituer son nouveau gouvernement. Dimanche, son parti a réuni 40,55% des suffrages à l'issue du second scrutin en cinq semaines. Il décroche ainsi la majorité absolue au Parlement, soit 158 sièges sur 300. Une des

meilleures performances de la droite depuis le rétablissement de la démocratie en 1974. Quatre ans auparavant, elle avait réuni 39,85% des suffrages.

Face à la ND, l'opposition de gauche incarnée par l'ancien Premier ministre, Alexis Tsipras (2015-2019), essuie une nouvelle débâcle. Syriza ne recueille que 17,84% des suffrages et ne comptera dans la nouvelle chambre que 48 députés.

«C'était une bataille difficile (...) Le résultat est évidemment négatif pour nous», a admis le pugnant quadragénaire reconnaissant que «un grand cycle historique s'est achevé» pour son parti.

Il a évoqué la nécessité de grands changements dans son parti et appelé ses membres à «nous juger», laissant augurer de prochaines élections au sein de Syriza. Pour de nombreux analystes, ses jours à la tête du parti apparaissent désormais comptés. Après ce revers cinglant, il avait reconnu avoir songé à démissionner.

L'extrême droite fait son retour au Parlement

Dix jours après le naufrage meurtrier d'une embarcation surchargée de migrants au

large de la Grèce, trois petits partis nationalistes et anti-migrants ont, par ailleurs, fait leur entrée au parlement. A eux trois, ils ont réuni près de 13% des suffrages. Parmi eux, les «Spartiates» ont créé la surprise avec 4,64% des voix et 12 députés élus. Ce parti, inconnu il y a peu, est soutenu par un ancien cadre de la formation néonazie Aube dorée, Ilias Kassidiaris.

Cet homme, antisémite et révisionniste, purge actuellement une lourde peine de prison. Il avait été de ce fait empêché par la Cour suprême de se présenter aux élections. Les dirigeants et cadres d'Aube dorée, qui avait élu pour la première fois des députés en 2012 au pic de la crise grecque, ont été condamnés à de lourdes peines de prison pour assassinats et violences contre migrants et sympathisants de gauche.

Ces législatives marquent un pari réussi pour Kyriakos Mitsotakis donc, qui avait réclamé de nouvelles élections pour s'assurer une majorité absolue, malgré une première victoire lors des élections législatives du 21 mai. Devant ses troupes en liesse à Athènes dimanche soir, le dirigeant de 55 ans a assuré disposer d'un «mandat fort»

qui lui permettra d'accélérer «les grands changements» dont la Grèce a besoin. «Sans adversaire, domination absolue de Mitsotakis», titrait lundi le quotidien du centre Ta Néa, alors que certains analystes s'inquiètent de la toute-puissance de la droite au Parlement face à une opposition de gauche très affaiblie.

Avec cette large victoire, le dirigeant grec, issu d'une longue lignée de responsables politiques, peut désormais revendiquer un rôle majeur au sein de la droite européenne emmenée par l'Allemand Manfred Weber, patron du Parti populaire européen (PPE), dont il est un proche. «La Nouvelle-Démocratie est le parti du centre droit le plus fort en Europe!», a-t-il d'ailleurs assuré dimanche soir.

Après cette victoire, le président américain Joe Biden a souhaité «la poursuite de leur étroite coopération (...) pour favoriser la sécurité régionale». Le président français Emmanuel Macron a félicité «son ami et partenaire de la France», tandis que le chef de la diplomatie italienne Antonio Tajani a vu dans cette victoire «un bon signe pour toute l'Europe».

SEMI-CONDUCTEURS

Un fonds parapublic nippon veut racheter le japonais JSR pour près de 6 milliards d'euros

Un fonds parapublic japonais veut racheter le nippon JSR, poids lourd mondial de la production de résines photosensibles utilisées dans le secteur hautement stratégique des semi-conducteurs, pour un montant proche de l'équivalent de 6 milliards d'euros, a-t-on appris lundi. Le conseil d'administration de JSR s'est dit dans un communiqué favorable à l'offre du fonds Japan Investment Corp (JIC) prévoyant de proposer aux actionnaires de JSR 4350 yens par action lors d'une offre publique d'achat (OPA) qui devrait avoir lieu d'ici décembre. La transaction, encore soumise à l'approbation des autorités de régulation de la concurrence au Japon et à l'étranger, mènerait à terme au retrait de la cote de ce groupe opérant dans un secteur stratégique, lui offrant davantage de marge de manœuvre dans sa gestion, qui ne serait plus sanctionnée par son cours en bourse.

L'offre de JIC représente une prime de plus de 10% par rapport au cours de l'action JSR lundi à la clôture de la Bourse de Tokyo (3934 yens), pour un montant total qui avoisinerait les 900 milliards de yens (5,8 milliards d'euros). L'action JSR avait bondi lundi de plus de 21% à la suite de la publication d'informations du quotidien économique Nikkei annonçant cette offre.

Celle-ci «pose la question de ce que pourrait être la prochaine étape» pour JIC, a commenté l'analyste Travis Lundy de Quiddity Advisors sur la plate-forme Smartkarma, avant l'officialisation de l'offre. «Pourrait-il se tourner vers certaines des activités de Toshiba et de Sony et d'autres entreprises qui ont encore des activités technologiques résiduelles non encore filialisées?», a-t-il ajouté, se demandant si le Japon allait «chercher à créer un concurrent» du Néerlandais ASML, premier fabricant de semi-conducteurs en Europe. «JIC commence ici. Cela m'étonnerait beaucoup qu'ils s'arrêtent là», a-t-il estimé.

Fondé en 1957, JSR (alors «Japan Synthetic Rubber») est selon l'agence Bloomberg le leader mondial (représentant plus de 30% du marché) des résines photosensibles, utilisées dans le procédé de fabrication des semi-conducteurs, un domaine dans lequel le gouvernement japonais souhaite renforcer sa compétitivité et accroître ses capacités de production. À l'image d'autres pays industrialisés, Tokyo investit lourdement dans cette industrie pour réduire sa dépendance alors que les tensions géopolitiques autour de Taiwan, l'un des plus gros fabricants au monde de puces électroniques via le groupe TSMC, aggravent les inquiétudes sur l'approvisionnement en semi-conducteurs.

Ces puces sont indispensables pour l'industrie, notamment les technologies vertes (batteries, éoliennes, solaire) et le numérique, les smartphones, voitures connectées ou consoles de jeux mais aussi pour les équipements militaires. Les tensions internationales se sont accrues ces dernières années autour de ce secteur stratégique, en particulier entre la Chine et les États-Unis qui se livrent une féroce bataille dans ce domaine.

USA

Les valeurs à suivre à Wall Street

Principales valeurs à suivre lundi à Wall Street : * IBM IBM.N serait proche d'un accord pour le rachat à 5 milliards de dollars du groupe Aptio, qui propose notamment des services d'informatique dématérialisée (cloud) et des logiciels de gestion d'entreprise, selon le Wall Street Journal. FORD F.N - Les responsables américains de la sécurité automobile ont déclaré samedi enquêter sur le rappel de 710.000 SUV par Ford, entre 2020 et 2022, afin de déterminer si les mesures mises en place par le groupe étaient adéquates.

* SOLARWINDS SWI.N a déclaré vendredi que certains de ses dirigeants avaient reçu un avis Wells de la SEC, le régulateur boursier américain, à la suite de fuites massives de données ayant eu lieu en 2020, et liées à une défaillance du fournisseur de logiciels. La SEC émet des avis Wells aux entreprises lorsqu'elle envisage de prendre des mesures coercitives à leur encontre.

* ALPHABET GOOGL.O - UBS abaisse sa recommandation à "neutre" contre "acheter", l'action du groupe perd 1,6% en avant-Bourse.

* TESLA TSLA.O - Goldman Sachs abaisse sa recommandation d'"acheter" à "neutre", l'action du groupe perd 2,2% en avant-Bourse. * MODERNA MRNA.O - UBS passe à l'"achat" après une recommandation à "neutre", l'action du groupe gagne 3,3% dans les échanges d'avant séance.

BOURSES EUROPÉENNES

Nouveau recul des actions

Les principales Bourses européennes baissent en début de séance lundi, les investisseurs restant sur leurs gardes avec les incertitudes liées à la politique monétaire et à la rébellion armée de Wagner. À Paris, le CAC 40 perd 0,51% à 7.126,98 points vers 08h00 GMT. A Londres, le FTSE 100 cède 0,47% et à Francfort, le Dax recule de 0,3%.

L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,4%, le FTSEurofirst 300 de 0,43% et le Stoxx 600 de 0,34%. Après les hausses de taux des banques centrales britannique, suisse et norvégienne la semaine dernière, sans oublier les auditions du président de la Réserve fédérale au Congrès, l'actualité monétaire va rester au premier

plan dans les prochains jours avec l'ouverture ce lundi du Forum annuel de la Banque centrale européenne à Sintra, au Portugal. Les grands argentiers pourront profiter de l'occasion pour rappeler que le combat contre l'inflation n'est pas terminé malgré les progrès réalisés jusqu'à présent. Les éventuelles retombées de la brève et soudaine rébellion des mercenaires du groupe Wagner contre Moscou au cours du week-end créent de l'incertitude sur les marchés, les observateurs faisant valoir que cette épisode mettait en lumière la fragilité du régime de Vladimir Poutine. "Le soulèvement armé en Russie (...) bien qu'il ait été avorté, expose les risques d'instabilité en Russie", a déclaré Vishnu Vara-

than chez Mizuho Bank. "Les actifs à risque pourraient être moins performants, surtout si les risques géopolitiques réapparaissent". Les valeurs liées à la défense évoluent en baisse: Thales, Dassault Aviation, Rheinmetall perdent de 3,75% à 6,57%. Casino lâche 5,42%. Le distributeur a dit avoir pour objectif de conclure un accord de principe avec les principaux créanciers sur la restructuration de sa dette d'ici à la fin du mois de juillet, estimant que cet accord devra comprendre un apport d'"au moins 900 millions d'euros" en fonds propres.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales en recul, craintes de récession

Les marchés mondiaux reculaient encore lundi, après une semaine passée dans le rouge, les craintes de récession se faisant grandissantes dans le sillage des déclarations de représentants des banques centrales qui ont tenu les investisseurs. Les Bourses européennes ont ouvert dans le vert avant de se replier vers 07H30 GMT : Paris lâchait 0,49%, Francfort 0,51% et Londres 0,47%.

En Asie, la Bourse de Tokyo s'est repliée lundi dans le sillage de la baisse de Wall Street vendredi, dominée par les prises de bénéfices après ses récents gains sur fond de durcissement du ton des banques centrales face à l'inflation. Hong Kong perdait 0,45% dans les derniers échanges. Le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Jerome Powell, a averti la semaine dernière que de nouvelles hausses de taux étaient à attendre cette année pour tenter de contenir l'inflation, tandis que plusieurs banques centrales en Europe ont surpris les marchés avec des resserments monétaires. Par ailleurs, la Banque centrale européenne (BCE) tient son forum annuel sur le thème de la stabilité économique à l'épreuve de la forte inflation jusqu'au 28 juin, à Sintra au Portugal. Les déclarations des responsables des principales banques centrales seront à nouveau surveillées par les investisseurs. «L'activité mondiale semble ralentir plus nettement à l'approche de l'été car le rebond de l'activité dans les services s'essouffle et la conjoncture en dehors des Etats-Unis se détériore nettement», ob-

PARIS

Poursuit son recul, s'approche des 7100 points

La bourse de Paris poursuit sur la trajectoire baissière entamée la semaine dernière et cède près de 0,5%, autour des 7130 points. L'indice CAC a désormais sérieusement enfoncé son support majeur des 7200 points, ce qui semble mettre potentiellement en danger le seuil des 7100 points, voire celui plus psychologique des 7000 points.

Les investisseurs semblent toujours préoccupés par l'évolution des rendements obligataires, qui ravive les peurs d'une prochaine entrée en récession.

En Europe comme aux Etats-Unis, les écarts de rendement entre les emprunts de maturités plus courtes et d'échéances longues atteignent désormais des niveaux extrêmes, un signal souvent perçu comme avant-coureur d'une récession.

Le marché obligataire reflète les craintes entourant la persistance de l'inflation des deux côtés de l'Atlantique, qui conduit les investisseurs à anticiper de nouvelles hausses de taux de la part de la Fed et de la BCE.

Le ralentissement de la croissance économique est devenu une donnée évidente à prendre en compte pour les investisseurs depuis le discours peu accommodant de Jerome Powell, le président de la Réserve

serve Xavier Chapard, membre de l'équipe recherche et stratégie de La Banque postale AM.

«L'inversion des courbes de taux est un des meilleurs indicateurs avancés de récession» Ce ralentissement économique a lieu dans un contexte où «les courbes de taux sont les plus inversées depuis quarante ans», ajoute l'analyste. L'inversion de la courbe des taux est un phénomène macroéconomique qui se caractérise par des taux d'intérêt de long terme qui deviennent moins élevés que des taux d'intérêt de court terme. «L'inversion des courbes de taux est un des meilleurs indicateurs avancés de récession», poursuit-il, «cela reflète le fait que les marchés anticipent que la politique monétaire soit restrictive à court terme et que cela entraînera un ralentissement qui permettra aux banques centrales de baisser les taux à l'avenir.» Le seul indicateur attendu lundi est le baromètre IFO du moral des entrepreneurs en Allemagne en juin à 08H00 GMT (10H00 à Paris) et «il pourrait bien montrer une baisse de la confiance des entreprises allemandes, avec un ralentissement à 90,6, contre 91,7», estime Mi-

chael Hewson de CMC Markets. L'épisode Wagner de ce week-end «restera probablement largement ignoré par les investisseurs, à moins qu'il n'y ait de nouveaux développements susceptibles de changer le cours de la guerre en Ukraine», estime Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote.

Siemens Energy reprenait un peu de couleurs après sa chute historique de 37,34% vendredi, après les révélations sur l'ampleur des défaillances d'éoliennes chez sa filiale Siemens Gamesa. Les prix du pétrole remontaient vers 07H25 GMT. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, gagnait 0,75% à 74,41 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison le même mois, prenait 0,65% à 69,61 dollars. Le prix du contrat européen de référence pour le gaz naturel, le TTF néerlandais, bondissait de 12,28% à 36,50 euros. L'euro gagnait 0,11% à 1,0907 dollar. Le bitcoin avançait de 0,20% à 30.447 dollars.

évité pour le moment', réagissent les stratégies de Danske Bank.

Dans l'actualité des sociétés cotées, Casino annonce avoir finalisé la cession de sa participation résiduelle dans Assaí, annoncée le 22 juin, participation qui représentait 11,7% du capital de cette enseigne brésilienne de distribution de type 'cash & carry'.

Renault Group annonce un investissement de 200 millions d'euros d'un groupe investisseurs mené par Otro Capital pour prendre 24% du capital d'Alpine Racing Ltd, entité basée à Enstone (Royaume-Uni) représentant l'ensemble des activités de l'écurie de Formule 1.

Euronext annonce avoir conclu un accord définitif pour la cession de sa participation de 11,1% dans LCH SA à LCH Group Holdings, pour un montant de 111 millions d'euros, une transaction dont la finalisation devrait avoir lieu début juillet.

Enfin, TotalEnergies et Aramco annoncent avoir attribué les contrats d'ingénierie et de construction (EPC) d'un montant de 11 milliards de dollars pour 'Amiral', site pétrochimique de taille mondial adossé à la raffinerie de SATORP de Jubail, en Arabie Saoudite.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Juin 2023
Valeur : 28 Juin 2023

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	135.5631	135.5781
1	EUR EURO	147.6011	147.6446
1	GBP POUND STERLING	172.6479	172.6670
100	JPY JAPANESE YEN	94.7596	94.7767
1	CNY CHINESE YUAN	18.7343	18.7376
1	CHF SWISS FRANC	151.3488	151.4332
1	CAD CANADIAN DOLLAR	103.0115	103.0542
1	DKK DANISH KRONE	19.8345	19.8388
1	SEK SWEDISH KRONA	12.6393	12.6443
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12.5662	12.5724
1	AED UAE DIRHAM	36.9070	36.9131
1	SAR SAUDI RIYAL	36.1357	36.1455
1	KWD KUWAITI DINAR	440.8556	441.3350
1	TND TUNISIAN DINAR	43.5419	43.9795
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.5415	13.5430
1	LYD LIBYAN DINAR	28.1275	28.2714
1	MRU MAURITANIAN OUGUYA	3.9328	3.9332
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	180.7665	180.7665

ARM FAIT FABRIQUER SA NOUVELLE GÉNÉRATION DE PUCES

Tout le monde s'affole pour rien

Si le passage de plans vers une production de puce n'est pas un geste anodin pour ARM, il ne s'agit pas non plus d'une première. Le concepteur britannique de puces a effet déjà produit de nombreux designs de test pour ses clients par le passé. La question fondamentale étant de savoir quel type d'applications cible cette super puce...

Le monde des puces s'affole : le britannique ARM, qui est à la source des designs de toutes les puces pour smartphones, tablettes, mais aussi serveurs et autres objets connectés, serait en train de faire fabriquer une puce. Qui serait, de plus, « le plus gros effort de production de puce que l'entreprise installée à Cambridge n'a jamais fait », selon la presse. Ce qui est perçu par certains comme un mouvement « unique » de « changement », n'en est en fait pas un. Mais alors pas du tout. L'information a fuité par le Financial Times (FT) qui est britannique, comme ARM. Le fait d'avoir un puissant relai sur son territoire – le FT est l'un des journaux économiques les plus

puissants de la planète – est un sacré avantage... pour faire passer des messages. Cette « fuite » n'en est donc pas une. C'est une opération de communication. Après l'échec du rachat par Nvidia, le propriétaire d'ARM (SoftBank) n'a toujours pas renoncé à son désir de le revendre afin de faire une jolie plus-value. ARM est ainsi en train de dire à ses clients qu'il est bien rentré en action face aux progrès de ses concurrents. Et pour ce faire, il est tout à fait logique qu'ARM développe de nouvelles plateformes. Et, de temps en temps, fasse produire des designs de référence.

ARM a déjà fait produire des puces
Produite par TSMC en 7 nm FinFET, cette puce Neoverse

conçue par ARM servait de plateforme de développement et de démonstration de sa première architecture CPU pour serveurs (ARES). ARM a produit de nombreuses puces de référence pour ses différents clients potentiels. /ARM
Produite par TSMC en 7 nm FinFET, cette puce Neoverse N1 conçue par ARM servait de plateforme de développement et de démonstration de sa première architecture CPU pour serveurs (ARES). ARM a produit de nombreuses puces de référence pour ses différents clients potentiels. /ARM
S'il est vrai qu'ARM ne fait pas produire des masses de puces et n'en vend aucune, l'entreprise a parfois besoin de montrer ses plateformes du futur à ses clients. Et a besoin, en interne,

de puces opérationnelles pour les tests « terrains » de ses architectures, pour les certifications logicielles (code assembleur, divers de ses designs comme ceux des GPU Mali, etc.). On se rappelle ainsi avoir vu, en passant dans un showroom ARM, des puces « vanilla* » de son architecture Neoverse en 2020. Des processeurs ARM, dessinés et conçus par ARM et produits par TSMC (en 7 nm FinFET, le top du top à l'époque). Mais ARM a aussi fait appel à Samsung à plusieurs reprises par le passé. Il est bon de rappeler qu'il n'y a rien d'unique dans cette démarche de passage d'un plan à celui d'une puce finale. Ce qui peut cependant changer, c'est le nombre et la variété des puces produites.

DIGITAL SERVICES ACT

L'Europe avance lentement mais sûrement dans sa mise au pas des géants de la tech



Cette semaine, une étape importante a été franchie dans l'application échelonnée du Digital Services Act (DSA), le règlement européen censé mettre au pas les Gafam et toutes les autres plateformes du Web. Le texte prévoit une liste impressionnante de nouvelles obligations qui protégeront bien plus qu'avant les consommateurs européens. Voici ce qu'il faut retenir des derniers épisodes.

« Il est temps d'ouvrir la boîte noire ». C'est par ces mots qu'un des porte-parole de la Commission européenne annonçait, le 18 avril dernier, l'inauguration à Séville du Centre européen pour la transparence algorithmique. Voilà cinq mois que le règlement européen sur les services numériques, communément appelé « Digital Services Act » ou DSA, est entré en vigueur. Et comme un puzzle qui prend lentement forme, ce 18 avril marquait la toute dernière étape du long pro-

cessus d'application de ce texte qui a commencé le 16 novembre dernier, date de son entrée en vigueur, et qui s'achèvera le 16 février 2024. Retour sur le chemin parcouru depuis cinq mois par le DSA dont l'objectif est de davantage protéger les consommateurs européens dans le monde impitoyable du Web. Les règlements européens sont des textes de loi qui s'appliquent normalement dans toute l'Europe, dès leur publication au Journal officiel de l'Union européenne (UE). Mais le DSA entraîne de tels changements de normes que les législateurs ont opté pour une mise en application échelonnée. Car désormais, tout ce qui est interdit hors ligne va l'être en ligne. Alors que jusqu'à présent, les 10 000 acteurs du Web étaient peu ou rarement responsables des contenus diffusés sur leurs plateformes, les règles vont changer. Et elles vont davantage protéger les droits fondamentaux des Européens.

IPADOS 17

Ces deux iPad risquent d'être déclarés obsolètes par Apple

La prochaine mise à jour majeure d'iPadOS devrait laisser deux anciens modèles sur le banc de touche.

Quels seront les modèles d'iPad qu'Apple abandonnera à la sortie d'iPadOS 17 ? Chaque année, à quelques semaines de la WWDC, les rumeurs sur les futures mises à jour majeures d'iOS ou d'iPadOS vont bon train et ne s'avèrent pas toujours correctes. Mais de nouveaux éléments viennent corroborer la dernière rumeur en date concernant la liste des iPad qui ne seront pas compatibles avec iPadOS 17.

Deux anciens modèles bientôt déclarés obsolètes

Début avril, le compte Twitter @Fame_G_Monster, a publié un tweet listant les appareils qu'Apple aurait prévu de cesser de prendre en charge sous iOS 17 et iPadOS 17. Le message indiquait ainsi que l'iPhone 8, l'iPhone 8 Plus et l'iPhone X n'auraient pas droit à iOS 17, et que l'iPad de cinquième génération et les deux iPad Pro de première génération seraient quant à eux privés d'iPadOS 17. Connu pour avoir dévoilé par le passé des informations avérées sur les futures mises à jour logicielles d'Apple, l'auteur du tweet a depuis passé son compte en privé, rendant sa publication inaccessible publiquement. Cette liste d'appareils mis au ban par Apple semble se confirmer, au moins en ce qui concerne les iPad. Relayés par 9to5Mac, nos confrères d'iPhonesoft rapportent en effet avoir obtenu d'une source interne chez Apple la liste des iPad qui ne goûteront pas à iPadOS 17. Celle-ci confirme celle dévoilée sur Twitter au début du mois d'avril. Et cela n'a finalement rien de très surprenant. L'iPad de cinquième génération, animé par une puce Apple A9 est sorti en 2017, tandis que les deux modèles d'iPad Pro de première génération, propulsés par un processeur Apple A9X ont été dévoilés en 2015. Quant aux autres anciens modèles d'iPad, s'ils restent compatibles avec iPadOS 17, ils seront sans doute privés d'un certain nombre de nouvelles fonctionnalités.

POUR LA PRODUCTION

DES NOUVEAUX IPHONE

Apple pivote vers l'Inde

Après Foxconn au mois de septembre, Pegatron, l'un des principaux sous-traitants de la firme à la pomme, a commencé à assembler des iPhone 14 en Inde. En délocalisant partiellement en Inde, Apple cherche à moins dépendre de la Chine et de sa politique zéro Covid. Apple accélère en Inde. Selon Bloomberg, le taïwanais Pegatron, l'un des principaux sous-traitants de la firme à la pomme, a commencé à assembler des iPhone 14 dans l'Etat du Tamil Nadu. Il s'agit du deuxième sous-traitant d'Apple à fabriquer le dernier-né des iPhone en Inde. Fin septembre, le principal sous-traitant de l'entreprise américaine, le taïwanais Foxconn, avait fait de même, tout en maintenant cependant le gros de la production en Chine.

CRISE DANS LA TECH

Pourquoi Apple s'en tire beaucoup mieux que tous les autres

La marque à la pomme fait figure d'exception dans la tech, après une semaine catastrophique qui a fait vaciller Snap, Meta et Amazon. Son modèle hybride, mêlant hardware et services, et sa moindre dépendance à la publicité numérique lui ont permis d'atteindre de nouveaux records. La panne de croissance dans la tech ? Pas chez Apple ! Après une semaine catastrophique pour le secteur - 800 milliards de dollars de valeur boursière sont partis en fumée après les mauvais résultats de Snap;Meta et Amazon - la performance d'Apple en 2022 offre un contraste saisissant. Non seulement la marque à la pomme résiste, mais elle se paye en plus le luxe d'atteindre de nouveaux sommets. Pour la première fois, le groupe a quasiment atteint la barre des 400 milliards de dollars de chiffre d'affaires, selon les résultats annuels (exercice décalé) publiés jeudi soir. Et avec 99,8 milliards de résultat net, quelques jours seulement lui suffiront pour franchir le seuil des 100 milliards. Une croissance très rentable donc qui lui permet d'aborder la période de Noël, la plus faste pour les ventes d'iPhone, avec beaucoup d'optimisme. En Bourse, le cours d'Apple n'a perdu « que » 20 % depuis le début de l'année, quand celui de Meta a été divisé par trois et Snap par... presque 5.

Grille 1

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4					■		■			
5				■			■			
6			■						■	
7										
8							■			
9										
10										

Horizontalement

1 Mise à jour.2 Rêve de Sarko.3 A la loyale.4 Cauchemar de Sarko.- La queue d'un ange.5 Pas en Angleterre.- Pompé.- Fin d'infinif.6 Article.- Originaire des Canaries.7 Outil de communication.8 Mis au chaud.- Plus il est grand, plus on rapetisse.9 Voué aux transports.10 Un peu collantes.

Verticalement

1 Il se plante en toutes saisons.2 Utile pour planter, à certaines saisons.3 Extrait du Télé-foot.- Es brillant.4 Face, évidemment.- Méprisables et complètement désordonnées.5 Moyen de communication.- Pour faire monter la pâte.6 Il fait du cinéma.7 Partie d'un item.- Placé.- Précieux symbole.8 Certains le mettent à l'ombre, d'autres au soleil.- Pas bien malin.9 La corde au cou.- Amateur de grande bouffe.10 Officiellement reconnues.

Grille muette

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4						■			
5				■				■	
6				■					
7							■		
8			■						
9									

Horizontalement

1 Dans la mêlée.2 Meilleurs au rugby qu'en finance.3 Meilleurs que les précédents au dernier mondial.4 Planté dans le gras du voisin, au coeur de la mêlée.- D'accord chez les Yankees.5 Fit bloc.- Des points qu'on ne marque pas.6 Il s'en faut d'un cheveu pour qu'on l'ait dans la peau.- On l'a dans la peau pour se faire des cheveux.7 Virera à gauche.- Fichier informatique.8 En délire.- Le dernier dinosaure.9 Comme de la sueur et des larmes.

Verticalement

1 Boute-en-train.2 Ensablé.3 Programmés pour frapper.4 On peut y prendre part.- On vous la met dans la peau.5 Reproduite, mais pas à l'identique.6 Sorties du Samedi.- On s'assoit dessus sans complexe.7 Il réussit à se faire des bleus tirant sur le violet.- Cale.8 Elle n'en finit pas de remonter sur les planches.- Elle a fait peau neuve.9 Spécialistes chez les rugbymen ?

Grille 3

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4							■			
5						■				
6								■		
7				■	■	■				
8							■			
9										
10										

Horizontalement

1 Prêt à tout pour avoir un siège.2 Partie de la Suisse.3 Retournerait sa veste.4 Bonnes conduites.- Bosser partiellement.5 Se prendre pour le bon Dieu.- Se réfère à la base.6 Forêt de fayards.- Encyclopédie médicale.7 Juste au milieu.- Bouche-trou.8 Malaise au milieu de l'eau.- Joggait.9 Inondation.10 Sommaires.

Verticalement

1 Est-ce le bon moyen pour offrir un siège ?2 Essentielle mais collante.3 Accouchez de petits lapins.4 Assurer la reproduction.- Mal-séant quand il est gros.5 Evaluera l'emballage.- Méfiez vous de son courant.6 Chaste et pure Espagnole.- Sans expérience.7 Aide à la recherche.- Montra sa surprise.- Note.8 Port de la mer rouge.- C'est de la crotte.9 Comme notre président, le jour de son investiture.10 Préjudices.

RENAULT HUMAN FIRST VISION (2023)

Un roi de l'électro

Présenté au salon VivaTech, le Renault Human First Vision sert de démonstrateur de toutes les hautes technologies du groupe dans un futur proche. Et son style pourrait se retrouver sur des modèles de série.



Le Renault Human First Vision que montrera la marque au losange au salon Viva Technology annonce-t-il un futur modèle de production ? Pas exactement puisque cette fois, c'est plutôt sa technologie que met en avant le constructeur français. Dans son communiqué officiel, Renault parle de l'écosystème « Software République », où la marque figure avec Atos, Dassault Systèmes, Orange, STMicroelectronics, et Thales pour plancher sur les « solutions de mobilité durables du futur ». Le Human First Vision arbore bien un losange Renault mais il sert de démonstrateur des technologies sur lesquelles travaille l'équipe de cette « Software République ».

Le design de ce concept-car se retrouvera-t-il en partie sur un modèle de série ? Assorti d'après le communiqué de Renault (dont les éléments de langage fleurissent bon la « startup nation » et multiplie les termes anglais) d'un double numérique, le Human First Vision regrouperait « pas moins de vingt innovations concrètes et opérationnelles ». Renault évoque « un accès sécurisé et innovant au véhicule par biométrie, une expérience sonore unique dans l'habitacle, une autonomie et une charge optimisées de la batterie, une veille et une assistance de l'état de santé du conducteur et du véhicule ainsi qu'une protection des occupants et des autres usagers de la route grâce à des alertes

prédictives ». Le véhicule a été développé en six mois par une équipe de 100 personnes. L'intérieur du Human First Vision est un concentré de technologie.

Et le design ?

Renault ne dit rien sur le groupe motopropulseur équipant ce démonstrateur, qu'on imagine évidemment 100% électrique pour être dans l'air du temps. On se demande aussi si son design, qui reprend l'esprit du Scenic Vision vu pour la dernière fois au Mondial de l'automobile 2022, se retrouvera (au moins en partie) sur un futur modèle de série. Par exemple sur le prochain Rafale ?

H1ST VISION

Le premier concept car de la Software République

Reconnaissance faciale, paiement biométrique, capteurs virtuels, jumeau numérique... La Software République dévoile une vingtaine de technologies embarquées dans le concept car H1st Vision à l'occasion du salon Viva Technology. Six mois. C'est le temps de gestation du

concept car H1st vision (pour « Human First vision ») présenté mercredi 14 juin par la Software République, un écosystème ouvert imaginé par Renault, à l'occasion de Viva Technology. Le véhicule, premier projet du consortium, est pensé pour mettre en lumière des technologies que souhaite commercialiser les partenaires. Capable

d'accueillir jusqu'à quatre personnes, la voiture est dotée d'un système de recharge bidirectionnelle afin de restituer de l'énergie au réseau lors des pics de consommation et de permettre à ses propriétaires de réaliser des économies. Le tout complété par la borne Powerbox de Mobilize et son offre de souscription à un contrat d'énergie.

APRÈS L'AVOIR DÉDAIGNÉE

Toyota se lance à fond sur l'électricité

Toyota opère sa grande mue vers la mobilité « zéro émission », domaine dans lequel il est encore un acteur très secondaire. Mais les récentes annonces du leader mondial laissent entrevoir des lendemains électriques qui chantent, avec notamment le lancement de batteries « solides » dès 2026. Aérodynamisme amélioré, réduction du poids, densité énergétique des batteries optimisée et recharge toujours plus rapide, tout en visant des coûts de production réduits de 20% : Toyota vise haut pour les modèles qu'elle lancera à partir de 2026. Depuis que Koji Sato a officiellement pris la tête de Toyota en avril dernier, le premier constructeur mondial a entamé un spectaculaire changement de stratégie en matière de

motorisations électriques, domaine dans lequel il est encore un acteur mineur avec 25 000 voitures écoulées l'an dernier. Mais les temps changent, et les ambitions sont fortement revues à la hausse. Lors d'un symposium technique organisé en début de semaine, la marque a réaffirmé son ambition de vendre dans le monde entier quelques 1,5 million de véhicules électriques par an, et ce dès 2026. En parallèle, la firme travaille à la mise au point de batteries à l'état solide (l'électrolyte, liquide conducteur dans lequel baignent les anodes et cathodes, est remplacé par des matériaux à forte densité énergétique sous forme solide) qu'il pourrait commercialiser en masse dès 2027-2028.

Et Toyota, ambitieux, d'annoncer viser une autonomie de 1 000 km pour certains modèles lancés à partir de 2026. « Ce que nous voulons, c'est changer l'avenir avec les BEV », a déclaré l'un des responsables de l'entreprise. « Nous lancerons les VE à batterie de nouvelle génération à l'échelle mondiale et en tant que gamme complète sur le marché à partir de 2026. » Ces objectifs passent par une réorganisation de la chaîne de développement et de production, avec notamment la mise en place d'une BEV Factory (BEV signifiant véhicule électrique à batterie), lancée au mois de mai. « Cette unité doit à la fois piloter la mue technologique des voitures, de leur mode de production, et notre façon de travailler », déclare

Toyota. « Et à l'horizon 2030, 1,7 million de notre production globale sera le fruit de cette BEV Factory. » Si la batterie à l'état solide est un marqueur important, Toyota promet aussi des surprises techniques, à l'image d'une boîte manuelle sur certains modèles électriques (!), pour les nostalgiques du moteur à essence. Il est aussi question de logiciels incluant des mises à jour à distance, comme chez Tesla, ou bien encore de recharge ultra-rapide, avec un 10-80% en moins de 20 minutes. Cela signifie aussi qu'une grande partie de la production concernera encore des modèles à propulsion thermique traditionnelle, mais aussi d'autres technologies telles que l'hydrogène.

TESLA

Les grosses difficultés de mise au point du Tesla Cybertruck

La mise au point du Tesla Cybertruck ne semble pas avoir été un long fleuve tranquille. Voilà aussi pourquoi l'engin a eu tant de retard...

Le Tesla Cybertruck ne ressemble à aucune autre voiture du monde. Et le développement technique d'un tel engin semble relever aussi du véritable défi. C'est ce qui transparaît de documents internes publiés par un « lanceur d'alerte » et relayé notamment par les journalistes de Wired. Les documents en question ont été consultés par un ingénieur « vétéran » de l'automobile, qui s'est dit étonné du genre des problèmes rencontrés sur les prototypes de développement.

Selon les documents en question, la conception du Cybertruck a posé de nombreux problèmes graves. Les ingénieurs n'arrivaient pas à obtenir une étanchéité correcte, ce qui générerait des nuisances sonores gênantes lors du roulage en plus de fuites. Le comportement dynamique des prototypes était également mauvais, avec un fort niveau de roulis et des « secousses structurelles » lors de la conduite. Le freinage était aussi mauvais, jugé à un niveau insuffisant par rapport aux standards des véhicules de production. Sachant que les rapports diffusés par le « lanceur d'alerte » datent du 25 janvier 2022, ces problèmes ont probablement été résolus depuis et ils expliquent sans doute les nombreux retards dans le lancement du Cybertruck, désormais planifié pour cet été avant que sa production augmente en cadence. Tesla pourrait finalement en construire plus de 350 000 chaque année, selon la demande.

CONCURRENCE :

Londres valide le rachat d'activités nucléaires de GE par EDF

Le gendarme britannique de la concurrence (CMA) a validé le rachat par l'énergéticien français EDF des turbines nucléaires de General Electric (GE), jugeant que l'opération ne nuisait pas à la concurrence dans ce secteur au Royaume-Uni, selon une décision publiée lundi.

«La CMA a conclu que l'entité fusionnée n'aurait pas la capacité de nuire à la compétitivité globale de ses concurrents dans la conception et la construction d'îlots nucléaires», indique notamment le régulateur, qui a décidé de ne pas lancer d'enquête approfondie sur le sujet. «Une concurrence suffisante dans la fourniture d'ensembles de turbines à vapeur et d'alternateurs subsisterait après la fusion» émanant d'entreprises telles que «Doosan-Skoda, Mitsubishi Heavy Industries (MHI), Toshiba et Siemens», poursuit la CMA, qui publie lundi le texte d'une décision prise le 25 mai.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 27 Juin 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



AÏD EL-ADHA

Le président de la République reçoit les vœux de l'Emir de l'Etat du Qatar

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi, un appel téléphonique de son frère l'Emir de l'Etat du Qatar, son Altesse Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, qui lui a présenté, ainsi qu'au peuple algérien, ses vœux à la veille de l'Aïd El-Adha, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, un appel téléphonique de son frère, son Altesse Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, l'Emir de l'Etat du Qatar, pays frère, lors duquel il lui a présenté, ainsi qu'au peuple algérien, ses vœux à la veille de l'Aïd El-Adha, et souhaité davantage de progrès et de prospérité au peuple algérien", lit-on dans le communiqué. De son côté, "Monsieur le Président a remercié son frère, l'Emir de l'Etat du Qatar, pays frère, pour ses nobles sentiments, lui adressant, à son tour, ses vœux à cette occasion et souhaitant au peuple qatari frère davantage de prospérité et de quiétude", ajoute la même source.

Les dirigeants des deux pays se sont également félicités des "relations privilégiées liant les deux pays frères" et sont convenus, par là même, de "tenir une rencontre à la hauteur de ces relations fraternelles", a conclu le communiqué.

ONU DC

Les itinéraires de la cocaïne au Maroc "facilités" par le trafic de cannabis

Le développement des itinéraires de la cocaïne vers et à travers le Maroc pourrait avoir été "facilité par des itinéraires de longue date pour le trafic de résine de cannabis vers l'Espagne", indique l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONU DC), dans un nouveau rapport publié à l'occasion de la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues, célébrée le 26 juin de chaque année. La production mondiale de cocaïne a fait un bond spectaculaire au cours des deux dernières années, selon l'ONU DC. Dans son rapport annuel de 2023, l'office a expliqué que la culture de la coca (plante d'où

on extrait la cocaïne) a grimpé de 35% entre 2020 et 2021, un niveau record et la plus forte augmentation d'une année sur l'autre depuis 2016. Cette hausse résulte à la fois de l'expansion de la culture du cocaïer, l'arbre produisant des feuilles de coca, et de l'amélioration du processus de conversion du cocaïer en chlorhydrate de cocaïne.

Le Maroc est encore une fois cité dans ce rapport mondial. L'ONU DC indique que "les chaînes d'approvisionnement établies qui servaient à l'origine au trafic de résine de cannabis du Maroc vers le reste de l'Europe, notamment les Pays-Bas, en passant par l'Espagne, pourraient avoir été adaptées pour assurer égale-

ment le trafic de cocaïne destinée aux distributeurs des Pays-Bas". Outre les voies terrestres, "l'importance accrue du trafic maritime apparaît clairement dans le cas du Maroc et ce, depuis 2016", estiment les rédacteurs du rapport pour qui il "semble que des quantités importantes de cocaïne arrivent directement au Maroc par voie maritime et non par transbordement depuis l'Afrique de l'Ouest".

Dans ce contexte, le rapport estime que le développement des itinéraires de la cocaïne vers et à travers le Maroc pourrait avoir été "facilité par des itinéraires de longue date pour le trafic de résine de cannabis vers l'Espagne".

Par ailleurs, l'ONU DC indique qu'au niveau mondial, "plus de 296 millions de personnes ont consommé des drogues en 2021, soit une augmentation de 23% en 10 ans", le cannabis restant de loin la drogue la plus largement utilisée selon l'ONU.

Dans ce contexte, l'ONU DC précise dans son rapport que le Maroc était à l'origine de la majorité du trafic de la résine de cannabis enregistré en 2021 au Sahel, destiné souvent à d'autres pays de l'Afrique du Nord et parfois à des pays du Moyen-Orient et de l'Europe.

RI

CÉLÉBRATION DE L'AÏD EL-ADHA

Consignes de la Protection civile pour prévenir les accidents

La Protection civile a émis lundi, dans un communiqué, à l'occasion de la célébration de l'Aïd El-Adha, une série de consignes, afin de prévenir les risques d'accidents, tels que les incendies et les blessures graves dues à la mauvaise utilisation des couteaux, hachoirs et appareils de cuisson, "à l'origine chaque année de nombreuses victimes, en particulier des enfants".

Ainsi, il est recommandé aux citoyens de ne jamais mettre les couteaux et haches à même le sol, de bien entreposer les chalumeaux, tabouna, allumettes et briquets et de les garder hors de la portée des enfants.

La Protection civile préconise de vérifier la conformité du tuyau et du détendeur de gaz utilisés pour relier la bouteille de gaz butane et la tabouna et de veiller à ce que l'emplacement des chalumeaux et ta-

bouna soit loin des tentures et meubles afin d'éviter l'éclosion d'incendie. Il est, également, recommandé de ne pas laisser les enfants s'approcher du feu ou de jouer avec les allumettes, de ne jamais installer de barbecue à l'intérieur ou à proximité des forêts et de mettre les déchets dans des sacs fermés et les placer dans les bacs à ordures pour éviter l'engorgement des avaloires.

Les parents sont invités, d'autre part, à la prudence en raison de la dangerosité de certains jouets, pouvant comporter de petites pièces ou présenter d'autres aspects qui les rendent dangereux pour les plus petits. Ils doivent vérifier que les jouets ne présentent aucun danger, comme des pièces serrées ou brisées et des bords tranchants.

Il est conseillé, en outre, de lire et suivre les recommandations liées à l'âge, les avertissements, les consignes de sécurité et les instructions d'assemblage accompagnant le jouet et de privilégier les jouets sur lesquels apparaissent les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.

Les emballages de jouets, ainsi que la mousse, les broches et les attaches

doivent être retirés et jetés rapidement, ces articles présentant un risque d'étouffement ou d'étranglement pour les enfants.

Les jeunes enfants, surtout ceux de moins de trois ans, mettent souvent des objets dans leur bouche ce qui les expose au risque d'étouffement, met en garde la Protection civile.

Les jouets, surtout ceux qui sont en peluche ou en matière souple, doivent être gardés à l'écart des sources de chaleur, car ils pourraient prendre feu et causer des blessures ou des dommages matériels.

Pour les usagers de la route, il est recommandé de respecter le code de la route, éviter les excès de vitesse, respecter la distance de sécurité et faire des pauses en cas de fatigue ou somnolence. Les jeunes motards doivent, pour leur part, se conformer à la nécessité de porter le casque comme moyen de protection.

La Protection civile rappelle, enfin, que les citoyens ont à leur disposition les numéros "1021" et le "14" pour appeler ses secours, tout en veillant à préciser la nature de l'accident ou de l'incendie et le lieu exact.

NOUVEAU PACTE FINANCIER GLOBAL

Paris a acté la fin du système de Bretton Woods

Incontestablement, le Sommet de Paris a marqué le début d'un nouveau chapitre dans l'évolution de la finance mondiale. Il a souligné la nécessité de changements radicaux pour rendre le système financier plus inclusif, plus à même de relever les défis de l'époque moderne, même si de nombreuses questions restent sans réponse.

Le Sommet de Paris sur le nouveau pacte financier global s'est achevé sur un bilan variable selon la position de chaque partie prenante. Les organisations de la société civile internationale soulèvent un manque d'engagements clairs et chiffrés. Du côté des organisateurs, on salue plu-

sieurs initiatives, comme l'accord trouvé pour la restructuration de la Zambie, l'un des principaux pays producteurs de cuivre en Afrique, même si des détails restent à préciser.

Mais s'il y a une chose que personne ne peut contester, c'est que, pour la première fois dans un cadre de discussions internationales, il est admis que le système financier mondial actuel, mis en place à Bretton Woods, dans l'État du New Hampshire aux États-Unis en 1944 au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, ne peut plus répondre aux besoins actuels et doit être complètement remplacé.

FÉLICITATION

Abdelkayoum Belmouhoub

Félicitations à mon cher cousin Abdelkayoum Belmouhoub pour l'obtention de son BEM brillamment! C'est un témoignage de ton intelligence et de ta détermination. Bravo à Abdelkayoum pour cette réalisation.

Bravo à tes parents, Mamoun et Asma, vos encouragements et votre soutien ont porté leurs fruits, continuez à briller.

Encore une fois, Félicitations et bonne chance pour un brillant avenir rempli de succès, toute la famille Belmihoub et Belmouhoub sont fières de toi Abdelkayoum.

ABDELAZIZ BELMIHOUB

